MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Dix-septième séance – Mercredi 6 octobre 2004, à 17 h

Présidence de M. Gérard Deshusses, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *MM. Alexis Barbey, Sébastien Bertrand, M^{mes} Marie-Thérèse Bovier, Marguerite Contat Hickel, MM. Alpha Dramé, Eric Ischi, M^{me} Bérengère Rosset et M. Armand Schweingruber.*

Assistent à la séance: *M. Pierre Muller, maire, M. Manuel Tornare, vice-président, MM. André Hediger, Patrice Mugny et Christian Ferrazino, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 24 septembre 2004, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 5 octobre et mercredi 6 octobre 2004, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Questions orales.

M. Pierre Muller, maire. Hier, une question m'a été posée par le conseiller municipal Brogginini concernant deux commerçants de la place Grenus, locataires de la Gérance immobilière municipale. En effet, nous sommes actuellement en conflit avec la bijoutière, M^{me} Virginie Alvarez, qui a mandaté l'Asloca (Association de défense des locataires) pour la défendre. La procédure est pour l'instant arrêtée, nous ne sommes donc pas encore devant les tribunaux. Il y aura une renégociation concernant l'augmentation de loyer, c'est exact, mais cette augmentation faisait suite à des travaux et des modifications de son arcade que cette dame avait acceptés. Je rappelle que l'immeuble concerné a été complètement rénové, y compris les arcades du rez-de-chaussée.

En ce qui concerne M^{me} Annick Marti, locataire d'un café à la place Grenus – café que vous fréquentez d'ailleurs, Monsieur Brogginini, cela m'a été confirmé – celle-ci avait accepté une augmentation de loyer dans un premier temps, son petit bistrot ayant été complètement rénové. Dans un second temps, elle a contesté le loyer. Actuellement, nous sommes en procédure devant le tribunal et j'espère que nous trouverons un modus vivendi avec ces deux locataires.

M. André Hediger, conseiller administratif. Hier soir, M^{me} Fontanet m'a demandé si les ambulanciers et les différents intervenants des secours d'urgence avaient les clefs des cadenas des chaînes qui ferment certaines rues de la Vieille-Ville. Aujourd'hui, mes services ont contacté toutes les sociétés d'ambulances du canton, y compris le cardiomobile et le Service d'incendie et de secours: tous détiennent des clefs SI ainsi que les clefs des cadenas des chaînes de la ville et notamment de la Vieille-Ville.

Une deuxième question a été posée par M. Marquet, qui demandait où en était le Conseil administratif en matière d'installation des panneaux d'affichage sur le domaine public. Ma réponse à M. Marquet est la suivante: en 2000, lorsqu'on a commencé à mettre en place les panneaux de la Société générale d'affichage, un groupe faïtier où étaient représentés tous les services de la Ville a été créé, qui a examiné les possibilités d'implantation et a ensuite soumis le résultat de ses réflexions au Département de justice, police et des transports de l'époque. Puis ces implantations ont été examinées par MM. Ramseyer et Friedrich avec un groupe de travail.

Il est vrai qu'un problème s'est posé sur une route cantonale en Valais, où des panneaux ont dû être déplacés. Il y a aussi eu un problème à Carouge où le tribunal a statué suite à un recours. En l'occurrence, vous avez raison, Monsieur Marquet, puisque l'article 97, alinéa 2 de la loi fédérale sur la circulation routière dit: «A l'intérieur des localités, les réclames routières ayant leur propre support se trouveront à 3 m au moins du bord de la chaussée; pour les enseignes d'entreprises ayant leur propre support, une distance de 0,5 m suffit.»

En réponse au courrier que je lui avais adressé en 2000, M. Ramseyer m'avait répondu qu'il fallait être assez souple par rapport à la loi fédérale, étant donné que nous étions dans une localité. Après discussion avec M. Friedrich, juriste de son département, M. Ramseyer s'est référé, pour délivrer les autorisations, aux instructions concernant les réclames routières du 20 octobre 1982 dont la teneur est la suivante: «La distance de 0,5 m au minimum s'applique aux enseignes d'entreprises ayant leur propre support; elle est également suffisante pour les autres réclames ayant leur propre support, à condition que leur surface n'excède pas 3,5 m² lorsqu'elles ne sont pas éclairées et 1,2 m² lorsqu'elles sont éclairées.»

C'est donc l'argument qui a prévalu pour nous donner les autorisations, selon la réponse qui m'avait été adressée le 6 juillet 2000 par M. Ramseyer, qui estimait toutefois, je ne vous le cache pas, qu'il fallait réduire la publicité dans les localités. C'est donc sur cette base-là que nous avons pu aller de l'avant avec l'installation des panneaux sur les trottoirs en ville de Genève.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je réponds à M. Buschbeck, qui m'a interpellé hier au sujet du chemin des Ouches, où il n'y a plus de trottoir sur une partie du chemin en raison de travaux. Renseignements pris auprès de mes services, Monsieur Buschbeck, ces derniers ont fait le même constat que vous et ils ont demandé à l'Office des transports et de la circulation (OTC), voilà trois semaines, de pouvoir procéder à un marquage et à la pose de barrières. L'OTC n'a toujours pas répondu et mes services attendent son aval pour procéder à ce marquage. Je vous invite donc à demander à l'association dont

vous faites partie d'intervenir directement auprès de l'OTC pour accélérer le traitement de ce dossier. Vous avez parfaitement raison, il faut prendre rapidement des mesures pour mieux sécuriser cet endroit.

4. Résolution de M^{mes} Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Jacques Mino et Roberto Brogini: «Transfert de charges du Canton sur les communes: soutien au Conseil administratif» (R-74)¹.

PROJET DE RÉOLUTION

Considérant:

- que la décision du Conseil d'Etat de reporter sur les communes 25% des charges de l'Office cantonal des personnes âgées est inopportune;
- que l'effort demandé à la Ville de Genève se chiffrerait à 48 millions de francs;
- que cette décision a été prise sans consultation préalable;
- que le moment est très mal choisi, les communes ayant déjà élaboré leur budget 2005,

le Conseil municipal souhaite, par le biais de cette résolution, apporter son plein soutien au Conseil administratif de la Ville de Genève dans les démarches qu'il entreprendra face à cette décision du Conseil d'Etat, afin de ne pas porter préjudice à la réalisation des objectifs du budget 2005.

Le président. Je donne préalablement la parole à M. Maudet, qui a déposé une motion préjudicielle M-498, intitulée: «Transfert de charges du Canton sur les communes: discussion tripartite préalable»:

PROJET DE MOTION PRÉJUDICIELLE

Considérant la résolution urgente R-74 «Transfert de charges du Canton sur les communes: soutien au Conseil administratif», le Conseil municipal demande

¹ Urgence acceptée, 1762.

l'ouverture d'une discussion générale tripartite entre l'Etat de Genève, la Ville de Genève et les autres communes genevoises sur la répartition des compétences et des charges y afférentes, en préalable à toute décision effective et unilatérale de transfert de charges.

M. Pierre Maudet (R). Mesdames et Messieurs les censeurs et les autres, bonsoir! J'ai effectivement déposé une motion préjudicielle relative à la résolution R-74 proposée par l'Alternative, et cela pour une raison simple. Il y a cinq ans, en 1999, lorsque le Conseil d'Etat nous avait plus ou moins aimablement proposé de fusionner Ville et Etat, il s'était trouvé une majorité extrêmement large sur nos bancs pour refuser ce projet et le renvoyer à l'expéditeur, signifiant par là à quel point nous étions en désaccord avec ses méthodes. Mais à l'époque, et plusieurs d'entre vous s'en souviennent sans doute, nous nous étions émus de savoir ce qu'il adviendrait par la suite, si nous devions en rester là ou si nous devions, une fois pour toutes, lancer le débat de la répartition des charges et des compétences entre l'Etat et la Ville, respectivement les communes.

Cette discussion que nous avons appelée de nos vœux à de multiples reprises, secteur par secteur – la culture, les sports, la sécurité – n'a jamais eu lieu, ou alors elle s'est faite à la faveur de discussions budgétaires de bout de chandelle, chacun essayant de renvoyer, ici à la charge de la Ville, là à la charge de l'Etat, quelques queues de crédits ou quelques crédits complémentaires pour tel ou tel projet. J'ai en mémoire un projet qui s'est voté en défaveur de la Ville au Grand Conseil – M. Ferrazino ne me démentira pas – et qui était le fameux projet d'aménagement de la place des Nations. L'Etat, sans doute un peu revan- chard, nous avait renvoyés dans les cordes en refusant son aide, à hauteur de 3 millions, pour boucler ce projet. Depuis cinq ans, à part des débats dilatoires entre Ville et Etat pour se renvoyer la balle, dans une belle partie de ping-pong, il n'y a jamais eu de discussion générale sur la réattribution des charges et des compétences. On n'a jamais pris le problème à bras-le-corps en posant toutes les cartes sur la table.

Cette motion préjudicielle, Mesdames et Messieurs, propose donc d'entamer la discussion autrement que sur la base de cette résolution, qui a, de mon point de vue, un ton un peu moins constructif et qui est, dans la méthode, aussi désagréable que la décision du Conseil d'Etat. Nous proposons que cette discussion générale soit le préalable à toute mesure unilatérale prise par le Conseil d'Etat ou par la Ville, qui se renverraient la balle. C'est la raison pour laquelle, pour être vraiment constructifs ce soir et pour éviter la précipitation liée à cette résolution R-74, je vous invite vivement à souscrire à la motion préjudicielle, qui nous permettra d'entamer le débat dans des termes clairs et d'une manière sereine.

Le président. Monsieur Maudet, nous prenons acte du fait que votre motion préjudicielle ne complète pas, mais remplace la résolution R-74. J'ouvre le tour de préconsultation sur cette motion préjudicielle.

Préconsultation sur la motion préjudicielle

M. Pierre Muller, maire. Mesdames et Messieurs, heureusement qu'il y a un M. Maudet dans ce Conseil municipal! (*Exclamations.*) Il nous fait réfléchir, grâce à lui les choses avancent en matière de relations entre l'Etat de Genève, les communes et la Ville de Genève! Très franchement, Monsieur Maudet, votre motion préjudicielle tombe vraiment très bien, pile poil, pourrais-je dire! Heureusement que vous avez pensé à cela, parce que nous-mêmes, au Conseil administratif, nous n'y avons pas vraiment songé...

Mesdames et Messieurs, nous avons pris rendez-vous avec le Conseil d'Etat, le 18 octobre à 12 h 30, pour discuter de tout cela. Et si le Conseil municipal ne suit pas l'excellente motion préjudicielle de M. Maudet qui tombe si à propos, nous annulerons ce rendez-vous! Aussi, je vous enjoins, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, de bien suivre M. Maudet, qui a toujours de bonnes idées, qui fait de la bonne récupération, et de voter unanimement cette motion préjudicielle!

Pour compléter le tableau, j'aimerais préciser que nous nous sommes penchés sur ce problème au sein de l'Association des communes genevoises (ACG). Je peux ainsi vous donner lecture de deux passages de lettres du comité de l'ACG. L'une est adressée à M^{mes} et MM. les maires, conseillers administratifs et adjoints des communes genevoises et dit: «Le comité demande expressément à chaque commune de ne pas faire figurer le report des charges cantonales dans son budget, que ce soit directement par l'inscription d'une dépense ou indirectement par le biais de la fiscalité.» C'est dire que nous y avons également pensé, c'était d'ailleurs une des pierres d'achoppement de la réunion du comité de l'ACG lundi dernier, à laquelle assistait notre représentant, M. Tornare. Voilà pour la lettre adressée aux maires et adjoints des communes, dont le Conseil administratif de la Ville de Genève.

Ensuite, l'ACG a également adressé une lettre au Conseil d'Etat – Monsieur Maudet, vous n'en avez peut-être pas encore eu copie! – qui écrit, après avoir analysé ce transfert: «Au terme de cet examen, nous sommes en mesure de vous faire part de la totale – c'est écrit en gras – opposition des communes au transfert des charges prévu dans le projet de loi 9371.»

Vous voyez donc que nous avons déjà un peu travaillé sur ce dossier. Mais, encore une fois, je vous prie, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

si vous ne voulez pas avoir de gros problèmes lors du vote du budget, le 4 décembre prochain, de suivre M. Maudet et son excellente motion préjudicielle!

Le président. Mesdames et Messieurs, je rappelle que, pour l'instant, nous ne discutons que de la motion préjudicielle, que nous voterons préalablement à toute autre chose. Je donne la parole à M. Roberto Broggin.

M. Roberto Broggin (Ve). Le début de cette discussion est un peu confus... J'ai bien compris que nous discutons de la motion que nous présente ce soir M. Maudet et qui est préjudicielle à la résolution R-74 déposée hier, dont nous avons accepté l'urgence. Mais, au cas où la motion préjudicielle de M. Maudet serait acceptée, nous ne voterions pas la résolution urgente R-74, Monsieur le président, c'est bien cela?

Le président. Vous avez parfaitement compris, Monsieur Broggin.

M. Roberto Broggin. Je vous remercie, Monsieur le président. Alors, concernant la motion préjudicielle de M. Maudet, je tiens à relever le fait que celle-ci ne peut qu'empêcher la discussion que nous souhaitons avoir sur ce report de charges. A moins que je n'aie pas bien compris... Je vois que M. Maudet ne semble pas d'accord avec ce que je dis... Dans ce cas, il faudrait alors définir dans quel cadre institutionnel aurait lieu cette discussion préalable, Monsieur Maudet, que vous voudriez voir engagée entre l'Etat de Genève, la Ville de Genève et les autres communes. Cette discussion doit-elle avoir lieu entre les Conseils municipaux et le Grand Conseil, ou entre les maires et le Conseil d'Etat? Auquel cas je vous signale que ce type de discussion a déjà lieu, je pense en l'occurrence à la Conférence culturelle que nous venons de mettre sur pied et qui démarre ses travaux. De même, nous avons déjà eu, dans certaines situations de crise, des discussions sur les reports de charges entre les différentes communes ou collectivités, notamment lors des travaux de la CADHER, la commission ad hoc pour l'examen des réformes en Ville de Genève.

Ce soir, Monsieur Maudet, vous intervenez de manière impromptue dans la discussion que nous souhaitons avoir sur un sujet bien précis, à savoir les 48 millions de francs que l'Etat veut mettre à la charge de la Ville de Genève et les 40 millions qu'il veut mettre à la charge des autres communes. Vous voulez empêcher que nous discutons immédiatement d'un sujet qui concerne directe-

ment le budget municipal 2005, que nous devons voter d'ici à la fin de l'année. Vous voulez nous empêcher d'avoir cette discussion et nous le regrettons fort, parce que nous sommes soucieux – comme vous-même certainement – de pouvoir boucler le budget 2005 et de ne pas nous trouver dans une situation où nous ne pourrions le faire.

Pour ma part, je n'arrive pas très bien à saisir l'objectif de cette motion préjudicielle que vous opposez à notre résolution urgente. Nous ne pourrions l'accepter, car elle nous empêcherait d'avoir une discussion sur le sujet qui nous préoccupe ce soir. Du reste, je doute du caractère préjudiciel de ce texte.

M. Jacques Mino (AdG/SI). Evidemment, la motion préjudicielle vise à botter en touche une discussion qui gêne les partis de l'Entente aux entourures! En effet, d'un côté, au niveau du Canton, ils votent des baisses d'impôts, suite auxquelles ils n'arrivent pas à boucler le budget cantonal, et ils nous retombent donc dessus! L'ennui, Mesdames et Messieurs, c'est que vous êtes des deux côtés et que, dans les communes et notamment dans la nôtre, vous êtes un peu coincés par l'attitude de vos collègues au Grand Conseil; vous bottez donc en touche pour qu'on n'ait pas cette discussion ce soir. Pour notre part, nous ne vous suivrons pas et nous aurons cette discussion!

M^{me} Sandrine Salerno (S). Le Parti socialiste ne votera pas la motion préjudicielle déposée par le représentant du Parti radical. Ce n'est pas que cette proposition soit dénuée de fondement, au contraire, et nous sommes nombreux sur ces bancs à avoir demandé qu'un dialogue s'instaure entre la Ville, les communes et l'Etat. Mais je rappelle ici que, si le dialogue a eu de la peine à s'instaurer, c'est parce que récemment encore, en 1999, un projet de loi du Conseil d'Etat demandait à ce qu'on revoie la Constitution de la République et canton de Genève pour modifier les territoires communaux, et ce texte-là avait pour objectif de dissoudre la commune Ville de Genève! Alors, on peut comprendre que le dialogue n'ait pas toujours été simple entre la Ville et le Canton.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Les communes, et notamment la Ville de Genève, ont accepté la Conférence culturelle, qui a également été acceptée récemment par le Canton. On a donc créé un lieu pour discuter des péréquations en matière culturelle, sujet qui nous préoccupait depuis longtemps au Parti socialiste. Des liens bien meilleurs existent aujourd'hui entre la Ville de Genève et l'ACG, c'est ce qu'on entend de la part du Conseil administratif. Le dialogue y est bon et des choses intéressantes s'y passent. C'est dire que, depuis 1999, le dialogue s'est amélioré, même si on peut toujours appeler à une discussion générale,

éventuellement dans des lieux particuliers suivant les thématiques, pour qu'il y ait une meilleure communication et des répartitions de charges et de compétences plus intelligentes entre les communes, dont la Ville de Genève, et le Canton.

Cela étant, le caractère préjudiciel de ce texte par rapport à la résolution que nous avons déposée a le grand désavantage d'empêcher la discussion sur ce report de charges particulier, relatif aux rentiers de l'Office cantonal des personnes âgées (OCPA). Ce report de 48 millions de francs est une épée de Damoclès pour la Ville de Genève. Même si aujourd'hui, sur les bancs de l'Alternative, nous partageons le même avis que le Conseil administratif, il nous semble important de le signifier publiquement, de renforcer ce faisant la position de l'exécutif de notre Ville dans la discussion, qui ne sera pas simple, avec les représentants de l'exécutif du Canton le 18 octobre, comme M. le maire vient de l'annoncer.

Pour toutes ces raisons, nous refuserons la motion préjudicielle du groupe radical. Par contre, cette motion pourrait tout à fait constituer un amendement à la résolution urgente déposée par les partis de l'Alternative.

M^{me} Liliane Johner (T). Suite à la déclaration de M. Muller, je pense, Monsieur Maudet, que nous pouvons compter sur votre intelligence pour retirer cette motion préjudicielle, ce qui nous permettra d'avoir un débat sur ce report de charges!

M. Pierre Maudet (R). Que de louanges ce soir, par opposition à hier, me semble-t-il, où la soirée était un peu plus agitée... Comme M^{me} Salerno l'a dit tout à l'heure, il est évident que cette motion est préjudicielle, puisque rattachée au fond de la résolution, à savoir la question du transfert de charges. Monsieur Brogini, je suis étonné que vous n'ayez pas relevé le caractère éminemment préjudiciel de ma motion.

Maintenant, je donnerai deux ou trois réponses sur ce qui vient d'être dit par les représentants de l'Alternative. D'abord, s'il vous plaît, il ne s'agit pas de refuser la discussion! Au cours des cinq dernières années, depuis que je suis entré dans cette enceinte, j'ai eu l'occasion de demander à plusieurs reprises – notamment lors des débats budgétaires, et M. le maire était d'accord avec nous – que l'on mette en évidence les transferts de charges, que l'on ouvre un débat plus large. Ce soir, nous voulons simplement qu'on ouvre la discussion sur une base plus large, plus saine, et qu'on ne l'aborde pas par le petit bout de la lorgnette. Car de deux choses l'une, Madame Salerno: ou bien les rapports avec l'Etat sont aussi bons que vous l'avez dit et, à ce moment-là, on ne devrait pas se trouver dans la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui, avec cet ukase et ce report de

charges de 48 millions de francs; ou bien ces rapports, précisément, ne sont pas aussi bons et il s'agit de revenir à une certaine sérénité pour entamer la discussion – on apprend ce soir que le Conseil administratif a pris les devants, et je l'en félicite – auquel cas notre motion se justifie plus que jamais.

Enfin, ce qui semble transpirer des propos des uns et des autres, sur les bancs d'en face, c'est que vous voulez en réalité, Mesdames et Messieurs – à travers la résolution R-74, qui est beaucoup plus belliqueuse que notre motion – vous en payer une bonne tranche contre le Grand Conseil et contre le Conseil d'Etat, dénoncer une fois de plus une politique que vous n'aimez pas, mais qui, à bien des égards, est pourtant réaliste! (*Exclamations.*) Si vous voulez cette discussion, nous l'aurons, mais je le regretterai, car elle part sur de mauvaises bases!

Le président. Il me semble, Monsieur le capitaine, que la guerre est une affaire plus sérieuse que ce que nous vivons ici ce soir!

M^{me} Alexandra Rys (DC). Je crois qu'effectivement nous sommes au pied du mur! Que cela nous plaise ou pas, nous allons devoir discuter de ce transfert de charges qui, pour la Ville, représente la modique somme de 48,5 millions. Cela, c'est un fait. Maintenant, reste à savoir comment nous voulons en discuter. Pour le groupe démocrate-chrétien, il est tout à fait ridicule d'imaginer discuter des transferts de charges sans parler des compétences qui y sont afférentes. Je vous ferai remarquer au passage – mais, avec la sagacité qui est la vôtre, vous l'aurez certainement relevé, Monsieur le président – que cette décision du Conseil d'Etat remet en question ce qui avait été décidé de longue date en matière d'aide sociale, à savoir de confier l'aide personnalisée au Canton et l'aide communautaire aux communes.

Pour notre part, nous pensons qu'il faut rediscuter de ces répartitions de compétences, que cela mérite d'être fait. Dans ce sens, nous avons déposé deux amendements à la résolution, que j'aurai peut-être le bonheur de développer tout à l'heure. Nous souhaitons effectivement aller plus loin dans cette résolution et c'est pourquoi l'un de nos amendements, rejoignant le contenu de la motion préjudicielle de M. Maudet, propose de discuter avec le Conseil d'Etat et les autres communes d'une répartition des compétences. A cet égard, on peut apprécier ou pas la forme de la motion préjudicielle, mais je crois qu'il est tout à fait faux de dire que son objectif est de se débarrasser d'un débat sur les compétences, puisque c'est bien là finalement le fond de la discussion.

M. Jean-Marie Hainaut (L). Le mérite principal de cette motion préjudicielle est de placer le débat au bon endroit, de mettre le doigt sur le point qui doit

être discuté et d'éviter, par là même, le travers de la résolution R-74, qui est de favoriser un débat passionnel, loin de la sérénité nécessaire au bon traitement du sujet par les exécutifs cantonaux et municipaux. A cet égard, nous ne pouvons que soutenir cette motion préjudicielle. Evidemment, on peut préférer les effets de manche, le débat passionné, émotionnel, dans lequel on va pouvoir s'en donner à cœur joie, plutôt que le débat beaucoup plus compliqué, mais beaucoup plus constructif, de la répartition des compétences.

Sur un territoire comme celui du canton de Genève, où plusieurs collectivités publiques assument des tâches qui, additionnées, représentent un catalogue d'offres à la population, la question est de savoir qui doit finalement assumer ces prestations et ces services, comment on doit les financer et comment on doit en répartir la charge sur les collectivités impliquées. C'est forcément un débat difficile, premièrement parce que l'état des finances, tant au niveau de la Ville qu'au niveau du Canton, fait l'objet de certaines préoccupations. Il est évidemment plus facile, que ce soit pour une collectivité ou pour une autre, de se décharger de certaines tâches, ou en tout cas du financement de certaines tâches, quitte à laisser à d'autres collectivités le soin de savoir comment les financer. C'est beaucoup plus facile que de se mettre au travail et de se demander si toutes les prestations fournies aujourd'hui – je ne parle pas là seulement des prestations sociales, mais de l'ensemble des tâches des collectivités publiques – sont toutes prioritaires, sont toutes conformes à ce que l'on souhaite et si on peut encore toutes se les offrir.

Pour notre part, nous pensons que ce débat doit avoir lieu et qu'il doit se faire, dans un premier temps, par la voie naturelle des exécutifs. Je salue ici les devants qui ont été pris par le Conseil administratif en termes de discussion avec l'exécutif cantonal. Cela montre, si besoin était, que le dialogue n'est pas rompu et que, sur cette base de discussion, des questions liées à la dimension temporelle, au timing d'éventuels reports de charges, à la quotité, à la nature de ces reports, dans un sens comme dans l'autre, pourront être abordées. Nous privilégions cette voie, plutôt que la voie sur laquelle vous avez l'intention de nous emmener, Mesdames et Messieurs, car, finalement, vous allez vous livrer à une curie sans véritable victime! Vous pourrez vous défouler, mais je ne crois pas que le débat y aura gagné quoi que ce soit.

M. Pierre Muller, maire. *Si vis pacem para bellum:* M. Maudet, capitaine à l'armée, doit connaître ce dicton encore mieux que les autres! (*Remarque.*) Oui, on parle beaucoup de M. Maudet, parce que, comme je l'ai dit, il a de bonnes idées de temps en temps!

Mesdames et Messieurs, le Conseil administratif a entendu vos remarques. M. Tornare, qui est notre représentant à l'ACG, me faisait part à l'instant des discussions sur ce sujet qu'il a vécues en direct au comité de l'ACG, par trois fois

d'ailleurs. En l'occurrence, l'affaire n'est ni de gauche ni de droite, tous les maires et adjoints, de quelque bord qu'ils soient, se sont tous dits totalement et fermement opposés à ce transfert de charges. Mais il n'y a absolument rien de belliqueux dans notre propos. Nous sommes tout sauf belliqueux, puisque c'est toujours nous, ou en tout cas 99 fois sur 100, qui cherchons le contact avec le Conseil d'Etat, pour essayer de résoudre notamment les problèmes de compétences entre l'Etat et les communes. Mais il faut bien avouer que, tant au fond qu'à la forme, la manière dont le transfert en question a été présenté est parfaitement scandaleuse, et je pèse mes mots!

Nous sommes tous d'accord sur le principe de la complémentarité et de la subsidiarité, mais, encore une fois, c'est un sujet important que celui des compétences des communes. Je rappelle d'ailleurs que M. Cramer, lorsqu'il a pris la présidence du Conseil d'Etat, a fait un discours disant qu'il voulait le renforcement des compétences des communes, qu'il tenait à ce qu'il y ait une bonne entente entre le Conseil d'Etat et les communes. Je constate qu'à la fin de son mandat cela ne s'est pas tout à fait vérifié, en tout cas pas avec cette proposition de transfert! Les questions de complémentarité et de subsidiarité sont si importantes qu'on ne peut pas les faire passer comme cela, à la hussarde.

Pour notre part, nous sommes d'accord de discuter, mais pas ainsi, dans l'urgence, à moins de deux mois du vote du budget municipal, alors que celui-ci est déjà bouclé depuis quelques mois. Mesdames et Messieurs, le projet de budget 2005 a été présenté au Conseil d'Etat aux alentours du 15 juillet; il nous est revenu à la mi-août muni de l'accord de ce dernier: c'était bon, nous pouvions le présenter à la commission des finances et au Conseil municipal. Et voilà qu'on nous annonce ce transfert de charges. Franchement, ce ne sont pas des procédés admissibles de la part de l'Etat.

M. Pascal Rubeli (UDC). Nous soutiendrons également cette motion préjudicielle, pour toutes les raisons qui ont déjà été évoquées sur les bancs de droite, et notamment parce que nous estimons que ce débat n'est pas opportun aujourd'hui dans cette enceinte. Nous avons d'ailleurs refusé hier l'urgence de la résolution R-74. A notre sens, ce débat doit d'abord se faire entre les exécutifs du Canton et des communes concernées, en toute sérénité, de manière à éviter d'être sous pression, comme vous voudriez que ce soit le cas maintenant, Mesdames et Messieurs, à deux mois du vote du budget.

Le président. Tous les partis s'étant exprimés, nous passons au vote de cette motion préjudicielle.

Mise aux voix, la motion préjudicielle est refusée par 39 non contre 23 oui (6 abstentions).

Le président. Mesdames et Messieurs, nous passons à la discussion sur la résolution R-74. Je donne la parole à l'une des signataires, M^{me} Johner.

M^{me} Liliane Johner (T). Mesdames et Messieurs, si l'Alternative a décidé de soutenir son Conseil administratif unanime, je vous le rappelle, quant à sa réaction vis-à-vis de la décision du Conseil d'Etat concernant le report d'une partie des charges de l'Office cantonal des personnes âgées sur les communes, c'est que la majorité de ce Conseil municipal est consciente que cela déséquilibrera considérablement le budget 2005. Comment une décision telle que celle-ci a-t-elle pu être prise, sans aucune consultation préalable et au moment où les budgets des communes ont déjà été établis? Ce qui nous inquiète dans les propos du Conseil d'Etat visant à justifier ce report de 25% des prestations cantonales, c'est qu'il dit que ce report sur les communes est préférable à une coupe pure et simple de cette somme. Que veut dire le Conseil d'Etat par ces mots? Que 88 millions seraient soustraits des prestations versées aux retraités et invalides qui n'ont pas le minimum vital? Comment un canton comme le nôtre peut-il se satisfaire de cette politique qui consiste à diminuer, toujours et encore, les prestations aux plus démunis, pour équilibrer son budget?

Nous ne sommes pas contre toute discussion avec le Conseil d'Etat, mais il faudra alors tout mettre dans la balance: le transfert de compétences, la répartition des charges culturelles, la péréquation financière entre communes. Tout cela prendra du temps et il n'est pas justifié de proposer, au mois de septembre, un report de charges qui mettra en péril le budget de nombreuses communes, et bien évidemment celui de la Ville de Genève.

Comme je l'ai dit en préambule, cette résolution n'a qu'un but, celui d'apporter notre soutien au Conseil administratif. Je trouve assez désolant que l'Entente cherche des faux-fuyants en ne soutenant pas cette démarche, puisque nous savons pertinemment que les difficultés budgétaires qui s'annoncent à l'horizon 2005 toucheront aussi bien les communes à majorité de gauche que celles à majorité de droite. Il n'est pas trop tôt pour faire passer ce message; c'est le signe fort de notre désapprobation que nous devons donner ce soir au Conseil d'Etat. Le Parti du travail souhaite qu'une large majorité se dessine dans cette enceinte et il vous recommande de renvoyer cette résolution au Conseil administratif.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Concernant la proposition de résolution urgente, je dirai en préambule que le Parti socialiste n'est pas contre la discussion géné-

rale, mais que celle-ci doit porter sur trois points qui sont la répartition des charges, la répartition des compétences et la répartition du pouvoir qui va avec. Car le problème dans la proposition que fait le Conseil d'Etat aujourd'hui – et je ne m'en donnerai pas à cœur joie comme certains représentants de l'Entente le craignent! – c'est qu'il ne propose aux communes qu'une seule chose, à savoir cracher au bassinet, sous prétexte que le Canton a des déficits budgétaires et une dette à régler. Politiquement, on l'a dit, le moment est malvenu, parce que nous sommes tenus, en Ville, à l'équilibre budgétaire. Nous dire, deux mois avant le vote du budget, qu'il nous faut trouver 48 millions de francs, mais sans discuter, d'aucune façon, du pouvoir qui irait avec, c'est vraiment nous mettre le couteau sous la gorge et j'ai de la peine à qualifier ce procédé autrement que par le mot racket! Il est clair que ce n'est pas débiter une discussion sous les meilleurs auspices! Voici le premier point.

Deuxièmement, concernant la proposition concrète, à savoir que les communes prennent en charge 25% des rentes OCPA, nous y voyons un inconvénient majeur, c'est qu'elle va complètement à rebours du bon sens ou, en tout cas, qu'elle contrevient complètement à la politique façonnée dès les années 1990 par le magistrat radical Guy-Olivier Segond. Celui-ci, quand il a quitté la Ville et qu'il a pris la présidence du Département de l'action sociale et de la santé (DASS), a entamé une réforme. A l'époque, on parlait énormément de la réforme de l'Etat: pour que l'Etat coûte moins cher et soit plus efficace, plus efficient, il fallait le réformer dans tous ses pans d'action politique. Au DASS, deux secteurs ont été repensés: le social et la santé. Guy-Olivier Segond en a fait une seule thématique, qu'on appelle aujourd'hui la thématique socio-sanitaire, et il a commencé à faire de l'ordre dans les compétences cantonales et communales. C'est ainsi qu'on a voté la loi sur l'aide à domicile en 1992, puis la loi sur les centres d'action sociale et de santé (CASS) en 2001. En l'occurrence, ces lois ont défini, pour les prestations sociales et sanitaires, une répartition des compétences et des charges entre le Canton et les communes. M^{me} Rys y a fait allusion tout à l'heure: l'idée était que l'universalité des prestations sociales et sanitaires était assurée par le Canton.

Nous, les communes, avons passablement mis les pieds au mur, notamment la Ville, à l'époque, avec le magistrat Rossetti. Cela a changé avec l'arrivée du magistrat Tornare. En 2001, avec la loi sur les CASS, il a été décidé que le Canton se chargerait de l'aide individuelle, des prestations financières générales, notamment par le biais de l'OCPA et de l'Hospice général. Pour le reste, les communes se chargeraient des unités d'action communautaire, c'est-à-dire des actions de type collectif et communautaire. Voilà où on en est en 2004.

En l'occurrence, la proposition du Conseil d'Etat qui dit que les communes devraient assumer 25% des charges OCPA s'explique par le fait que l'Etat a des problèmes financiers et qu'il veut avant tout les régler. Les mêmes qui, dans les années 1990, nous ont servi les théories du new public management, selon les-

quelles il fallait un Etat nouveau, réformé, plus efficace, plus efficient, en arrivent, quatorze ans plus tard, à proposer que les communes paient 25% de la facture parce que l'Etat n'y arrive pas! Ce n'est pas là faire preuve de cohérence politique, cela revient à mettre à terre tout le travail politique – travail important qui a été porté par un magistrat du Parti radical – qui a été fait depuis 1990. Face à la gabegie qui existait en 1990, face à des politiques sociales et sanitaires qui étaient tout sauf modernes, on a ouvert le chantier, on a réparti les charges, les compétences et le pouvoir, pour arriver à cette répartition entre aide collective et individuelle qui existe aujourd'hui. En Ville, cela a nécessité une réforme importante qu'ont opérée le magistrat Tornare et le Service social. Cette réforme a débuté en 2001, nous sommes aujourd'hui en 2004: en trois ans, on a changé tout un service, on a changé toute une administration cantonale, et chacun sait que c'est énormément de travail.

Aujourd'hui, parce que l'Etat a des problèmes financiers et qu'il n'y a aucune réflexion politique, si ce n'est qu'il faut réduire le déficit et la dette, on décide que les communes devraient payer, et pour la Ville, c'est 48 millions de francs. Tout ce qui a été fait, tout ce qui a été réfléchi, tout ce qui a été discuté, débattu pendant quinze ans, on le jette à la poubelle et on recommence! Le Parti socialiste ne peut accepter ce report de charges dans ces conditions-là. Si on souhaite ouvrir une discussion générale, on se donne les moyens, les outils pour mener la discussion et on met tout sur la table, y compris les compétences et le pouvoir. Mais on ne procède pas ainsi, juste pour s'enlever une épine du pied, parce qu'on est incapable de gérer une collectivité publique – nous en avons eu la preuve au quotidien et je suis la première à le regretter, car nous sommes tous et toutes des citoyens du canton dans cette salle.

Nous disons donc non à ce report de charges là. Quant au reste, nous faisons confiance au Conseil administratif pour ouvrir la discussion, mais en mettant tout sur la table, en discutant avec les mêmes armes, et certainement pas comme cela a été fait jusqu'à présent, le Canton faisant preuve d'une volonté systématique de réduire le pouvoir des communes et notamment de celle qui le dérange le plus, c'est-à-dire la Ville de Genève. S'il s'agit de faire des comparaisons avec les autres communes, nous viendrons bien volontiers à la table de discussion pour examiner quels pouvoirs ont des villes comme Lausanne ou Neuchâtel. Là, on verra qu'en termes de collectivité publique communale la Ville de Genève a largement de quoi déchanter. Donc, pour nous, ce sera oui à cette résolution urgente! (*Applaudissements.*)

Préconsultation sur la résolution

M^{me} Alexandra Rys (DC). Effectivement, la discussion générale que M^{me} Salerno évoquait à l'instant et semblait appeler de ses vœux, le groupe démo-

crate-chrétien la pense absolument indispensable. C'est pourquoi nous avons souhaité préciser deux points de cette résolution par l'amendement que j'ai eu le plaisir de déposer sur votre bureau, Monsieur le président. Nous souhaitons effectivement qu'à cette résolution s'ajoutent deux invites, ainsi libellées:

Projet d'amendement

Le Conseil municipal demande également au Conseil administratif de:

- proposer au Conseil d'Etat et aux autres communes genevoises une discussion de fond sur les compétences respectives du Canton et des communes en matière de prestations sociales;
- négocier, selon le résultat de cette discussion, avec le Conseil d'Etat et les communes genevoises, leur participation financière à la prise en charge d'une partie des prestations sociales en tenant compte de la capacité de ces dernières.

Concernant la première invite qui demande précisément cette discussion de fond, j'en avais esquissé les raisons tout à l'heure. M^{me} Salerno vient brillamment de les approfondir à l'instant, je ne vais donc pas revenir sur cet aspect-là, qui est naturellement fondamental. En effet, on pourrait imaginer qu'on commence aujourd'hui par un transfert de 25% et que ce pourcentage augmente dans les années à venir, jusqu'à ce que, un jour, cela donne naissance à une possible inégalité de traitement selon la commune où on est domicilié. Il ne s'agit pas de s'effrayer aujourd'hui déjà de ce possible résultat, mais nous ne ferions pas bien notre travail si nous ne pensions pas à cette éventualité.

La deuxième invite que nous souhaitons ajouter concerne la participation financière des communes à la prise en charge des prestations sociales. Le groupe démocrate-chrétien ne pense pas qu'il faille dire non d'emblée et par principe à tout report de charges. Il convient d'examiner la question des compétences et – encore presque plus important – quelle est la capacité financière des communes. Le montant qui nous est «attribué» aujourd'hui est évidemment gigantesque. Sommes-nous placés dans la même situation que d'autres communes? On sait en réalité que ce n'est pas tout à fait le cas. L'effort demandé aujourd'hui n'est pas le même pour tout le monde. Bien entendu, si la discussion sur la répartition des compétences devait aboutir, il faudrait aussi voir comment cela se traduit de manière sonnante et trébuchante, en tenant compte, encore une fois, de la capacité financière des communes.

Ce point est très important pour nous, parce que, bien que nous soyons ici, dans cette salle, des élus d'une commune, nous sommes aussi des citoyennes et

des citoyens d'un canton. Il ne nous paraîtrait pas cohérent, ni même intellectuellement honnête, de faire fi de l'environnement qui est le nôtre en matière de finances cantonales. Par l'ajout de ces deux nouvelles invites, nous souhaitons que les deux directions que nous aimerions voir discutées soient bien précisées et qu'elles soient bien claires au moment du vote pour chacune et chacun.

M. Jacques Mino (AdG/SI). Il a déjà été dit que l'Etat ne cesse de diminuer le rôle des communes, ne cachant pas parfois, pour certains, ils l'ont dit, le souhait de voir la commune de Genève disparaître au profit du Canton. Cela n'étonnera personne, vous l'avez tous entendu. La comparaison avec les autres communes suisses ne tient pas, cela a aussi été dit par M^{me} Salerno. Certaines communes de Suisse s'occupent beaucoup plus du social, de l'école, elles prennent en charge bien plus de choses que la nôtre, mais elles ont, en même temps, des rentrées financières et des responsabilités en conséquence. En l'occurrence, la comparaison peut être intéressante, mais c'est un long travail et ce n'est en tout cas pas dans ce sens que l'Etat de Genève est en train de faire évoluer les choses entre l'Etat et les communes. On s'en est déjà rendu compte depuis plusieurs années et le coup de force financier que le Conseil d'Etat vient de tenter en rajoute une couche!

Pour notre part, nous ne sommes pas contre une redistribution des rôles de l'Etat et des communes, bien évidemment, puisque nous appuyons chaque fois les démarches du Conseil administratif dans ce sens, que ce soit lors de la mise en place de la Conférence culturelle qui a commencé son travail, ou lors des négociations qui ont lieu sur la distribution de l'espace public entre les différents usagers. Notre commune tend sans cesse à demander des négociations et ce n'est pas sa faute si cela se passe mal, quand cela se passe mal. Nous sommes aussi favorables à une redistribution des rentrées financières entre l'Etat et les communes, ainsi qu'entre les communes elles-mêmes, car il y a là une inégalité qu'il nous faudra aussi combattre, en tout cas de notre point de vue.

En résumé, cette résolution, pour nous, consiste simplement en un soutien sans faille aux démarches qui ont déjà été entreprises par le Conseil administratif, en lien avec toutes les autres communes du canton. C'est ce soutien-là qui nous permet de voter sans restriction cette résolution.

M. Roberto Broggin (Ve). La nouvelle loi sur l'action sociale est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Vingt mois plus tard, voilà qu'on veut mettre cela à bas, avec cette nouvelle répartition qui nous est proposée, ou plutôt imposée, par le Conseil d'Etat. Rappelez-vous, Mesdames et Messieurs: lorsque le Conseil d'Etat avait proposé la loi de fusion – c'était plutôt une fission, une fusion-fis-

sion, puisque la loi prévoyait l'explosion de notre commune en petites collectivités par quartiers – nous avons tous, unanimement, dit non au Conseil d'Etat et celui-ci avait retiré son projet parce qu'il avait senti cette belle unanimité pour défendre les intérêts de la commune. Car, si nous siégeons ici, sur ces bancs, c'est bien pour défendre les intérêts de notre commune, comme les autres Conseils municipaux défendent les intérêts de leur commune avant tout. Il ne s'agit pas, sur de tels sujets, de discussions gauche-droite, comme certains voudraient les instaurer ce soir, ce que nous pouvons du reste regretter vu la situation difficile à laquelle nous sommes confrontés.

Dans ce sens-là, M^{me} Liliane Johner, lorsqu'elle a proposé cette résolution, n'est pas venue voir uniquement ses trois camarades chefs de groupe de l'Alternative: non, elle a envoyé ce projet de résolution à l'ensemble des chefs de groupe de ce Conseil municipal, parce qu'elle avait compris que cette démarche devait être une démarche du Conseil municipal, et non une démarche partisane, et qu'il s'agissait de défendre les intérêts de notre commune. Mesdames et Messieurs, nous savons bien que nous faisons partie du canton et de la Confédération, mais nous savons également que, de plus en plus, il y a des reports de charges de la Confédération sur les cantons et des cantons sur le dernier maillon qu'est la commune. En l'occurrence, avec la décision du Conseil d'Etat, il faudra reprendre la loi sur les centres d'action sociale et de santé, que nous avons à peine commencé à assimiler, il faudra tout remettre sur le métier. Voilà un beau gâchis, comme l'a dit M^{me} Sandrine Salerno! D'autant que cela va provoquer un trou pour les prochaines années et que cela va inciter à des doublons. Cette participation de 25% – le Canton continuant à gérer les autres 75% – constituera bel et bien un doublon, un doublon que nous ne souhaitons pas et que nous pourrions éviter par notre prise de position. Et plus cette prise de position sera unanime, plus elle aura de poids face au Conseil d'Etat. C'est donc un appel à la sagesse que je vous lance, à vous tous dans cette assemblée.

En réalité, ce n'est pas le seul report de charges ou la seule diminution de revenus que nous allons subir. Vous savez que le Grand Conseil discute actuellement de la diminution de la taxe professionnelle: voilà un autre revenu qui sera diminué pour notre collectivité. Les recettes de la taxe professionnelle avoisinent les 110 millions de francs actuellement: d'après la discussion au Grand Conseil, elles diminueraient de 15 millions l'année prochaine, en attendant la suppression pure et simple de cette taxe, en 2010 peut-être. Voilà pourquoi nous n'avons pas dit non à une large discussion entre les différents partenaires. Cette discussion est déjà entamée; M. le maire nous a signalé tout à l'heure que des discussions ont lieu avec l'Association des communes genevoises et que des contacts sont établis, assez régulièrement, avec le Conseil d'Etat.

Cela dit, il semble quand même que la Ville soit trop souvent la commune qui paie mais qui ne décide pas! L'exemple des routes est patent: nous payons les

routes mais nous n'avons aucune compétence. Là, en l'occurrence, nous devrions payer une partie des prestations OCPA, mais nous n'aurions pas de compétences pour intervenir dans cette action sociale. C'est bien pour cette raison que nous vous invitons à suivre la résolution R-74, qui n'a malheureusement pas été signée par les chefs de groupe de l'Entente et de l'Union démocratique du centre, alors que cela leur avait été proposé. Pour notre part, nous ne pouvons que regretter que la droite, au niveau du Canton, ait proposé il y a quelques années une baisse d'impôt, baisse qui a été acceptée par le peuple et qui profite malheureusement essentiellement aux plus nantis, aux revenus les plus élevés. Finalement, vu que le Canton n'a plus tellement de sous, qu'il a un déficit budgétaire et une dette considérables, il transfère des charges au dernier maillon, à la commune. Et nous, Ville de Genève, nous devons par conséquent diminuer certaines prestations, en matière sportive ou culturelle, en matière d'infrastructures ou d'équipements, et la boucle sera bouclée! C'est pourquoi nous vous invitons, Mesdames et Messieurs, à voter cette résolution.

M. Robert Pattaroni (DC). D'abord, nous tenons à dire que nous avons beaucoup apprécié l'intervention du conseiller administratif, qui a réagi tout à fait normalement. Tout à l'heure, M. Muller est intervenu avec un ton extrêmement souriant, mais il a bien fait passer le message: lui et ses collègues vont intervenir auprès du Conseil d'Etat et lui dire qu'il n'est pas admissible, à deux mois du vote du budget municipal, d'annoncer un transfert d'une telle importance. S'il s'agissait de 48 000 francs, voire de 480 000 francs, il y aurait de quoi discuter, mais transférer un montant de 48 millions, ce n'est pas possible.

Par rapport à la résolution, Monsieur le président, s'il est vrai que nous ne l'avons pas signée, vous conviendrez, à lire nos amendements, que c'est parce que nous voulions examiner le texte et y ajouter ce qui nous paraissait encore devoir l'être. Avec notre amendement, nous respectons totalement cette résolution, nous ne touchons rien, ni un mot, ni une virgule. Nous la complétons simplement, de façon à donner des pistes de discussion.

Quand nous demandons, dans notre premier amendement, qu'on discute de la répartition des compétences, cela ne veut pas dire que nous voulons changer ce qui existe actuellement. En effet, nous estimons qu'il est fondamental, pour une égalité de traitement, que les prestations sociales personnelles relèvent d'une loi cantonale, de façon qu'à Céligny, aux Pâquis ou à Cologny les personnes en difficulté aient le même revenu. Or, si demain il appartient aux communes de s'occuper de ces personnes, il n'est pas du tout sûr qu'il y aura égalité de traitement; des communes pourront être généreuses du point de vue des intentions, mais elles n'auront peut-être pas les moyens de donner plus. D'autres, qui ne sont pas forcément généreuses, auront les moyens de donner plus et d'assurer un confort plus

élevé. Il sera ainsi peut-être plus simple, plus agréable, d'être pauvre à Coligny que d'être pauvre à Lancy, c'est possible... Pour notre part, ce n'est pas ce que nous voulons. Devant les difficultés croissantes que rencontrent certaines personnes, nous nous devons, d'un point de vue républicain et démocratique, de leur donner à toutes un minimum qui soit, espérons-le, parfaitement convenable, pour qu'elles aient leur dignité. C'est là le sens de notre intervention.

Donc, quand nous disons, dans notre premier amendement, que nous voulons discuter des compétences, c'est bien dans l'idée d'une égalité de traitement, que seule la loi permet. Par voie de conséquence, on peut peut-être améliorer la loi, mais pas dans le sens négatif de détériorer la situation de certains. Entendez-nous bien, Mesdames et Messieurs, par rapport au sens de cet amendement!

Quant au deuxième amendement, en ce qui concerne la détermination des moyens mis à disposition, il faut rappeler que le Conseil d'Etat, par la voix du chef du Département de l'action sociale et de la santé, a voulu mettre au point une loi pour instituer un dénominateur commun, qui est le fameux «revenu déterminant». C'est bel et bien un moyen d'arriver à l'égalité de traitement. Mais, en même temps, on sait qu'aujourd'hui la fameuse loi sur la péréquation financière dans le canton de Genève masque certaines inégalités de contribution. Il est vrai qu'on peut être domicilié dans une commune où on paie peu d'impôts et travailler dans une autre où on en paie plus, mais la situation n'est pas claire.

C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il faut rediscuter, pour obtenir des éclaircissements et savoir si, oui ou non, les communes qui ont le plus de moyens contribuent suffisamment à la prise en charge des interventions sociales. En effet, on sait que les personnes qui ont peu de moyens s'installent dans les villes, dans les grandes communes; c'est ainsi dans le monde entier, Monsieur le président, et c'est encore pire dans les pays lointains. Pour différentes raisons que je ne développerai pas ici, les personnes en difficulté ne vont pas forcément se réfugier dans les communes qui ont le plus de moyens. Il faut dire que, de toute façon, ces communes-là ne veulent pas de logement nouveau, alors je ne vois pas comment ces personnes pourraient s'y installer... Reste que nous voulons que soit éclairée d'un jour nouveau la question de la capacité contributive des communes, en vue d'avoir une égalité quant au produit final. Mesdames et Messieurs, entendez-nous bien: nous vous demandons de collaborer. Sachant que nous soutenons la résolution, pourquoi ne pourriez-vous pas soutenir nos amendements?

M. Pierre Maudet (R). Mesdames et Messieurs, plusieurs d'entre vous ont fait référence tout à l'heure au serment que nous avons prononcé, au fait que nous sommes là pour défendre les intérêts de la collectivité dans laquelle nous avons été élus, les citoyens qui nous élus. Il est bon, dans certains débats, de rappeler ce serment que nous avons fait, de rappeler les intérêts que nous devons défendre,

mais, pour paraphraser La Rochefoucauld, je dirai que les intérêts communaux, ou les vertus communales se perdent dans l'intérêt cantonal, comme les fleuves se perdent dans la mer! Et si, tout à l'heure, la préopinante socialiste citait des exemples d'entorses aux intérêts communaux faites par les forces de l'Entente au Grand Conseil, je me permettrai de rappeler ici que, dans un passé récent, pas plus tard qu'il y a dix jours, c'est un conseiller d'Etat socialiste – car parfois nécessité fait loi – qui a dit qu'il allait s'asseoir sur une délibération communale. Je fais référence ici à l'affaire de Chêne-Bougeries. Pour ma part, je félicite le magistrat, sa position est bien légitime, puisque notre canton a besoin de logements. Reste que, ma foi, il s'assied sur l'autonomie communale et je perçois là quelque contradiction avec le discours que M^{me} Salerno tenait tout à l'heure!

Autre exemple, Mesdames et Messieurs, qui s'adresse ici aux Verts: je rappelle qu'au Grand Conseil c'est le député David Hiler qui a réduit drastiquement le Fonds d'équipement communal, sur lequel la Ville de Genève compte et a compté, récemment encore, pour le Grand Théâtre. C'est le député David Hiler, Vert de son état, qui a fait ces propositions dont, pour notre part, nous nous félicitons, puisque, contrairement à leurs collègues du Grand Conseil, les radicaux de la Ville pensent qu'il est bon de couper, mais de couper dans son propre budget et non de reporter les charges sur d'autres collectivités. Voilà pour rappeler que les torts sont peut-être plus partagés qu'on ne le croit, sachant, je le répète, que nécessité fait loi et que les intérêts des élus, même s'ils appartiennent au même parti, ne sont pas toujours les mêmes.

La deuxième chose que je voudrais relever, et cela explique pourquoi nous ne voterons pas cette résolution, c'est que nous n'estimons pas que le budget de l'Etat soit très sérieux, ni le budget ni la démarche, d'ailleurs. Nous avons tous pu constater que le Grand Conseil a mis seize mois à voter le budget cantonal 2004. Nous ne savons pas encore aujourd'hui s'il y a un soupçon de chance qu'il vote le budget 2005 au mois de décembre. Nous pensons donc qu'il n'y a pas urgence ce soir, à travers cette résolution, à utiliser des méthodes que nous dénonçons chez notre interlocuteur, c'est-à-dire à retourner le couteau dans l'autre sens.

Certaines communes ont déjà voté leur budget – les petites communes le votent en septembre – certains budgets ont déjà été validés par le Conseil d'Etat. Nous pensons donc réellement que cette proposition de report de charges de 88 millions n'est pas sérieuse, qu'elle vise à masquer un retour au Grand Conseil et une aggravation finale du budget cantonal de l'ordre de plus de 400 millions. Mais c'est là notre interprétation, vous pouvez la discuter. Nous, nous y tenons, et c'est un des motifs, pas le principal, mais un des motifs qui justifie notre refus de cette résolution.

Sur la méthode, nous ne pouvons que souscrire à ce qui a été dit. Je reprends le terme de M. le maire tout à l'heure: elle est scandaleuse. On a assez entendu le Can-

ton hurler lorsque la Confédération, à travers des lois-cadres ou des conventions, reportait une série de charges sur le Canton, pour trouver scandaleux que ce dernier utilise les mêmes méthodes à l'endroit des communes. Mais je répète que l'autonomie communale est foulée aux pieds aussi bien par des magistrats de l'Entente que par des magistrats de l'Alternative. Et c'est précisément pour cette deuxième raison que nous ne voulons pas aborder ce soir le débat par le petit bout de la lorgnette. Car, Mesdames et Messieurs, dans le budget que nous allons voter au mois de décembre – je reprends là le terme de M. Brogini – il y a aussi des doublons, des doublons que nous créons parfois. L'exemple que j'ai déjà cité dans le débat d'entrée en matière sur le budget 2005 est celui du Service de la mobilité de M. Ferrazino. Pire qu'un doublon, c'est un triplon, puisqu'il existe déjà deux services de la mobilité au niveau cantonal. Pourquoi en créer encore un autre? C'est dire que, si l'on procède réellement à une discussion générale, nous aurons aussi, de notre côté, quelque amende honorable à faire, parce que les torts sont partagés.

Là où nous sommes inquiets, et je souscris aux propos de la préopinante socialiste sur ce point-là, c'est que l'Etat bat en brèche les efforts entamés au début des années 1990 par le prédécesseur de M. Tornare, qui était issu de nos rangs, efforts de clarification, de répartition, de désenchevêtrement, pour prendre un terme qui n'est pas dans le dictionnaire, mais qui dit bien ce qu'il veut dire, de désenchevêtrement des tâches en matière sociale. A travers ce procédé scandaleux, à travers ce report de 25% des prestations OCPA, on bat en brèche l'idée que les communes s'occupent de l'aide communautaire et l'Etat de l'aide individuelle. Nous ne sommes pas d'accord avec ce procédé, parce que c'est précisément une discussion de fond qui devrait présider à un tel changement de politique. Nous sommes d'ailleurs, et je m'adresse ici à M^{me} Salerno, extrêmement à l'aise pour le dire, puisque nous n'avons plus de magistrat au Conseil d'Etat.

Reste maintenant le point crucial, ces fameux 48 millions de francs. Faisons un peu de politique fiction: est-ce si difficile de trouver 48 millions? (*Rires et exclamations.*) Mesdames et Messieurs, il y a un mois, M. le maire nous disait que, cet été, le Conseil administratif avait réduit son budget de 47 millions, pour arriver à l'équilibre. A 1 million près, les efforts du Conseil administratif ont été couronnés de succès. Je vous pose donc la question: que se passerait-il si, au mois de novembre, on nous annonçait des recettes fiscales inférieures de 48 millions? A ce moment-là, nous devrions bien faire l'effort de trouver ces 48 millions, puisqu'ils représenteraient une réalité calculée par le Conseil d'Etat. L'année passée, nous avons eu la bonne surprise d'avoir 12 ou 13 millions en plus le jour du vote du budget. Nous pourrions, cette année, avoir une mauvaise surprise. Le problème ne se pose donc pas en termes de chiffres, mais en termes de fond.

Or, je l'ai dit tout à l'heure, on peut se poser les questions de fond à la faveur d'une discussion générale, mais certainement pas à la faveur de cette résolution, qui aborde les problèmes par le petit bout de la lorgnette. Pour notre part, nous

sommes prêts à venir à la table de discussion, pour reprendre l'expression de M^{me} Salerno, à y venir non armés, contrairement à ce qu'elle disait, c'est-à-dire à y venir sereins et sans montrer les crocs. On peut même installer un portique anti-armes à l'entrée, Monsieur Marquet, si vous voulez en être sûr...

Nous, les radicaux, avons toujours soutenu l'idée d'une réforme institutionnelle globale. C'est M. Segond qui, le premier, a parlé de faire correspondre le cercle des utilisateurs, celui des payeurs et celui des décideurs, de mettre en adéquation, au niveau des communes, des cantons et de la Confédération, ces fameux trois cercles, pour que nos institutions soient modernes. Je reprends ici une idée partagée avec M. Tornare: les radicaux seraient favorables à cette discussion dans le cadre d'une constituante cantonale, plutôt qu'à travers un débat escamoté, en catimini, mené ce soir à la faveur d'une résolution qui, à l'évidence – et je conclus par là – ne trouvera pas d'écho, puisque nous ne croyons pas un seul instant que le budget cantonal 2005 sera voté en décembre, dans ces conditions et avec ces tarifs-là.

Le président. En l'occurrence, Monsieur Maudet, c'est un catimini retransmis par la télévision! Je passe la parole à M. Pierre Losio.

M. Pierre Losio (Ve). Je voudrais tout d'abord signaler au préopinant que le Fonds d'équipement communal thésaurise et qu'il dispose d'une réserve de 30 millions! Cela pour répondre à l'allusion qu'il a faite concernant notre collègue député David Hiler.

Ensuite, je voudrais souligner une chose – M. le maire l'a fait tout à l'heure de manière souriante, en citant un lieu commun qui avait toute sa pertinence, à savoir: «Si tu veux la paix, prépare la guerre!» – c'est que la politique, autre lieu commun, est une affaire de rapport de force. Dans la situation où nous sommes, je ne peux que saluer la posture qu'a prise le Conseil administratif. En plus d'avoir pris un rendez-vous – il vient de nous l'annoncer – pour discuter, pour préparer et vouloir la paix, il a pris, notamment par la voix de son maire il y a quelques jours, une position publique un peu moins souriante, en disant que, ma foi, suivant comment cela tournait, il y aurait éventuellement un référendum.

J'invite donc le Conseil administratif à persister dans cette voie, à aller discuter, mais sans aller à Canossa, c'est-à-dire à tenir ses positions et à défendre les intérêts de la Ville de Genève. Face à ce report de charges qui vient menacer notre budget à hauteur de 48 millions de francs, le Conseil administratif a annoncé que, s'il n'y avait pas moyen de discuter – ce qu'il va faire, il nous l'a dit – il y aurait un référendum, dont la Ville serait partie prenante. Nous, les Verts, ne pouvons que soutenir le Conseil administratif dans cette démarche.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). J'ai l'impression que le représentant du Parti radical, tout à l'heure, cherchait à noyer le poisson, à nous faire croire que, finalement, les élus du Grand Conseil et du Conseil d'Etat sont tous d'accord, qu'il n'y a ni gauche ni droite, qu'ils ont tous les mêmes programmes et qu'il n'y a pas de différence entre les divers mouvements ou partis politiques. Pour notre part, nous ne sommes pas du tout d'accord avec cette vision des choses. En effet, si, aujourd'hui, les partis de l'Entente ne souhaitent pas avoir ce débat, c'est bien parce qu'il blesse, c'est bien parce que les élus de l'Entente au Conseil municipal sont très empruntés pour s'expliquer sur la politique défendue par leurs partis au Grand Conseil.

En l'occurrence, cette politique vise tout simplement à se débarrasser des déficits que la majorité actuelle est incapable de gérer, en ayant le cynisme extrême de s'attaquer aux rentes OCPA, donc aux plus faibles, pour soi-disant essayer d'améliorer les choses, mais pour qui? Pour personne, sauf pour le budget! C'est l'unique raison de cette discussion, qui n'en est pas une. Aussi, quand le Parti radical nous dit qu'il ne veut pas discuter dans ces conditions, je réponds que ce sont les seules conditions qui s'offrent à nous, celles que nous allons imposer aujourd'hui, puisque jusqu'à maintenant personne ne nous a rien proposé. La droite, au Grand Conseil, n'a aucune envie de discuter de cela. Si elle en avait sincèrement eu envie, c'est au mois d'avril ou au mois de mai que les propositions seraient arrivées sur la table, et non aujourd'hui! C'est d'ailleurs parce qu'elles ne laissent aucun espace pour une réelle discussion que ces propositions sont cyniques, politiquement cyniques. Et c'est pour cela que nous n'entrons pas en matière ce soir.

Concernant les amendements proposés par le Parti démocrate-chrétien, le Parti socialiste pourra voter le premier amendement, qui propose d'entrer en discussion. Ce n'est pas une nouvelle idée, nous la défendons depuis des années, nous sommes toujours d'accord d'entrer en discussion. En revanche, nous ne pourrions pas entrer en matière sur le deuxième amendement. En effet, il ne s'agit pas de commencer à négocier une participation financière que nous n'avons même pas encore décidé de discuter. Si le Parti démocrate-chrétien en est déjà à la négociation, nous, nous n'avons même pas encore évoqué l'idée d'en discuter. Nous avons proposé bien d'autres choses ces dernières années, mais jusqu'à présent l'Etat n'est pas entré en matière. Et quand je dis l'Etat, je parle bien de la majorité de droite du Grand Conseil, car c'est elle qui décide. Il n'y a pas de guerre Etat-communes: il y a aujourd'hui une politique défendue par les partis de droite qui, face aux problèmes financiers, consiste à prendre les prestations des personnes âgées, des invalides, et des autres, et à s'en débarrasser, tout simplement! Nous, nous disons non à cette politique cynique. Nous espérons que le Conseil administratif pourra entamer des discussions, proposer un autre cadre pour ces discussions, car, pour l'instant, ce ne sont pas des discussions, mais des attaques envers les institutions démocratiques que sont l'Etat et les communes.

M. Jean-Marie Hainaut (L). La tournure que prend le débat confirme malheureusement les craintes que nous avons. Effectivement, ce débat passionné, émotionnel, n'apporte rien. Il se base sur un pseudo-rapport de force, mais quel rapport de force? Lors des péripéties de 1999, ce n'est pas la Ville de Genève qui a fait plier le Conseil d'Etat; c'est le Grand Conseil qui, à un moment donné, a décidé, pour diverses raisons, que la proposition de fusion Ville-Etat n'était ni adéquate, ni opportune. Alors, c'est faire bien grand cas de la position de la Ville de Genève que de penser qu'il suffit qu'elle se prononce pour que le Conseil d'Etat plie et se range immédiatement à son avis.

Maintenant, le véritable problème, celui que nous souhaitons aborder avant tout et autrement que sous la forme d'une discussion qui s'apparente plus à une discussion de café du commerce qu'à une discussion d'élus responsables, le débat que nous attendons que le Conseil administratif entame – le maire nous a dit qu'il allait le faire – c'est celui de la sphère d'activités des collectivités publiques, du financement de ces activités, de la redéfinition d'un certain nombre de priorités. En effet, je crois qu'on ne peut pas s'aveugler: les situations évoluent, que ce soit sur le plan social ou sur le plan financier, et il y a des moments où il faut faire des choix, où il faut se rendre compte qu'on ne peut pas tout faire et tout financer. C'est bien d'avoir de grandes ambitions, des projets chatoyants et ambitieux pour notre collectivité, mais il faut aussi garder les pieds sur terre. Par exemple, certaines des délibérations que nous avons pu avoir hier me font penser que ce n'est pas vraiment votre état d'esprit actuel, Mesdames et Messieurs.

Concernant ce transfert de charges, il est sûr que, sur le plan de la méthode, l'annonce est brutale. Pour ma part, je considère que, pour le moment, ce report figure dans un projet de budget qui est à l'étude, exactement comme le nôtre est à l'étude. Mesdames et Messieurs, si vous avez suivi la manière dont les premiers débats sur le budget de l'Etat se sont emmanchés, vous aurez compris que le travail sera probablement très long avant d'arriver à la mouture finale. Raison pour laquelle nous pensions qu'il convenait d'avoir une attitude sereine et dépassionnée, pour laisser les exécutifs discuter, pour voir comment les choses évoluent au Grand Conseil. Il semblerait en effet qu'il soit possible de trouver des arrangements en termes de calendrier, en termes de transferts divers, dans un sens comme dans l'autre. Or, à notre avis, nous n'avons pas les éléments pour pouvoir juger de tout cela ici.

Dès qu'on évoque la réforme des institutions, on fait forcément référence à la tentative avortée de 1999, annoncée probablement avec une certaine maladresse, mais qui a en tout cas servi d'alibi à l'ensemble de la gauche pour refuser le débat, pour ne pas entrer en matière et pour rejeter d'un seul bloc et d'un revers de la main toute idée de réforme institutionnelle. Aujourd'hui, nous nous apercevons que les réflexes sont les mêmes et nous le déplorons infiniment.

Pour une collectivité publique comme la Ville de Genève, l'idée d'assumer une charge supplémentaire de 48 millions n'est évidemment pas réjouissante. C'est plutôt préoccupant, comme l'a dit un des orateurs précédents, qu'il s'agisse d'un report de charges imposé par une collectivité telle que le Canton, qu'il s'agisse d'un trou dans les finances publiques par suite de recettes déficientes, ou qu'il s'agisse, au bouclage d'un exercice ou d'un autre, de constater que les dépenses ont été plus élevées que ce qui avait été prévu au budget. Mais, évidemment, la capacité d'une collectivité comme la nôtre à réagir, je ne dis pas à accepter, mais à réagir à ce genre de situation dépend fortement de ses capacités financières.

A cet égard, lorsque l'on voit que le budget 2005 actuellement à l'examen des commissions est un budget qui est juste à l'équilibre, qui n'a plus aucune marge de manœuvre, une fois les premières corrections de plume faites, on comprend que la Ville de Genève n'a pas une santé financière qui lui permette d'appréhender avec rationalité l'éventualité d'une charge supplémentaire. Pour notre part, nous nous époumonons, depuis plusieurs années, à mettre en évidence le fait que cette santé financière nous semble effectivement précaire, que ce soit sur le plan des charges ou sur le plan des recettes. D'ailleurs, nous avons eu l'occasion de nous étonner à plusieurs reprises que le Conseil administratif ne manifeste pas, de façon évidente et déterminée, le souhait de voir se développer en Ville de Genève des activités qui soient rémunératrices pour la Ville et porteuses de nouvelles recettes fiscales. Au lieu de prendre des initiatives dans un domaine d'activité qui serait porteur, on ferme la porte à ceux qui souhaiteraient venir comme à ceux qui souhaiteraient rester! Tout cela, Mesdames et Messieurs, nous place aujourd'hui dans une situation où, même si le montant du transfert ne s'élevait qu'à la moitié de ce qui est annoncé, nous n'aurions pas les moyens de l'absorber.

J'attire donc votre attention sur le fait que la réflexion, au-delà de la réforme des institutions et des collectivités publiques, devrait aussi porter, une fois, sur l'équilibre de nos finances et sur la pérennité, la durabilité de cet équilibre. En ce qui nous concerne, nous nous apercevons année après année qu'il n'est pas du tout assuré.

Pour ces raisons, nous n'allons pas voter la résolution R-74. Nous pensons que les démarches que doit entreprendre le Conseil administratif font partie de son cahier des charges. M. Muller nous a d'ailleurs annoncé qu'il avait pris contact avec le Conseil d'Etat pour entamer cette discussion. Par conséquent, la proposition de discussion sur le fond que contient le premier amendement du Parti démocrate-chrétien est déjà réalisée et nous n'allons pas pouvoir le voter non plus. Quant au second amendement, nous prétendons ne pas avoir les éléments ni les compétences pour être en mesure de «négocier» sur ce sujet. Nous pensons, en revanche, que les acteurs qui seront autour de la table auront les élé-

ments décisionnels en main et qu'ils pourront faire des propositions et décider. Il ne nous appartient pas de donner la moindre directive, nous ne sommes pas équipés pour cela. Pour toutes ces raisons, Mesdames et Messieurs, je vous invite à refuser à la fois la résolution et les amendements proposés par le Parti démocrate-chrétien.

M. Robert Pattaroni (DC). Ne pas vouloir se prononcer, au niveau de notre Conseil, sous une forme ou sous une autre – dans le cas particulier, par le biais d'une résolution qu'il a fallu déposer en urgence – c'est laisser entendre qu'on s'en bat l'œil, charge au Conseil administratif de s'en occuper! Monsieur le président, ceux qui refusent de se prononcer ont-ils pensé au message qu'ils vont donner à la population qui attend les prestations sociales en Ville de Genève? En lisant que, malheureusement, la situation financière est délicate, qu'il manquera 48 millions au budget municipal, ces personnes, qui ne peuvent pas se livrer à de l'exégèse, vont se dire que la Ville va leur couper les vivres. En l'occurrence, le Conseil administratif a parfaitement réagi, mais nous, Conseil municipal, nous devons donner notre avis. Je rends attentifs les partis qui vont refuser cette résolution au fait que cela revient à s'en laver les mains. On peut comprendre que les partis qui ne sont pas aux responsabilités choisissent d'être contre tout, hors de tout. On leur souhaite de revenir aux responsabilités, ils changeront d'avis... Vous vous souvenez, Monsieur le président, que, quand M. Segond était aux affaires, on y allait du point de vue social, et tant mieux pour les gens de Genève! Cela pour dire qu'aujourd'hui il est trop facile de dire que, ma foi, on laisse faire... Pour notre part, nous n'acceptons pas cela, Mesdames et Messieurs.

En ce qui concerne notre deuxième amendement, si on part de l'idée qu'il peut y avoir discussion, il faut aussi dire que, selon les résultats des discussions, on doit entrer en matière par rapport au financement. Mesdames et Messieurs, si vous voulez amender notre deuxième amendement pour qu'il corresponde mieux à ce que vous pensez, on peut discuter, on peut même le voter à 20 h 30, si c'est là le problème. L'objectif, pour nous, avec ce deuxième amendement, à part le terme «négocié» qui peut être discuté, c'est que les prestations soient prises en charge en fonction des capacités financières des communes. Les auteurs de la résolution ne le disent pas – je le comprends, car nous avons tous dû réagir au pas de course – et nous perfectionnons donc le libellé en proclamant que nous voulons une meilleure prise en compte de la capacité financière. Mesdames et Messieurs, reconnaissez que c'est une remarque judicieuse! Proposez-nous la modification d'un mot ou d'un autre, mais, s'il vous plaît, évitons que cette résolution ne soit votée que par l'Alternative. Encore que, du côté des autres partis de l'Entente et de l'Union démocratique du centre, il y aura peut-être des soutiens à cette résolution... Mais j'en appelle à votre bonne volonté.

Enfin, il faut quand même rendre à César ce qui est à César: pour le moment, la responsabilité du transfert en question ne relève pas du Grand Conseil, mais bien du Conseil d'Etat. Pour notre part, nous serions vraiment désolés de ne pas pouvoir voter cette résolution enrichie. Nous n'allons pas nous opposer à la résolution, mais nous ne pourrions pas la voter sans les amendements que nous avons proposés.

M^{me} Sandrine Salerno (S). Pour notre part, groupe socialiste, nous sommes particulièrement heureux d'avoir cette discussion ce soir, parce qu'elle porte, en définitive, sur le sens profond de ce qu'on fait dans un Conseil municipal. Quand j'entends le représentant du groupe libéral appeler à plus de sérénité et à moins de passion – ce sont les termes qui ont été utilisés par M. Hainaut – je me demande comment, en politique, les débats peuvent être sereins et dépassionnés. En effet, au sens premier, faire de la politique – et c'est ce qui fait qu'on est différent, qu'on milite dans des partis différents – c'est défendre une vision de la société. Celle-ci n'est pas la même pour tous et, notamment, l'enjeu sur lequel on bute tous, c'est la répartition des richesses. Or c'est justement ce dont on parle, quand on parle des cibles auxquelles on va demander des efforts financiers.

Pour notre part, et nous avons déjà eu l'occasion de le dire, nous n'avons pas de problème concernant les efforts financiers. Notre problème, c'est: à qui va-t-on demander ces efforts financiers? Nous serions d'accord – mais vous ne le seriez pas, Mesdames et Messieurs – de voter des taxations plus importantes du capital, des flux financiers, des flux boursiers, des grandes fortunes... Car la distinction politique se fait là: comment répartir les richesses et à qui prendre les richesses qui vont nous permettre de financer les charges. Là est la différenciation politique, là est le rapport de force, là est la différence de vision de la société. On peut ne pas être d'accord avec telle ou telle vision de la société: cela ne veut pas dire qu'on ne la respecte pas, mais cela explique, Monsieur Hainaut, que ce discours lénifiant – il faudrait des débats sereins, dépassionnés – n'est pas réaliste. On ne peut pas avoir des débats dépassionnés quand on parle des prestations OCPA et des personnes qui n'ont pas le minimum des rentes AVS et AI, car c'est à elles que sont destinées ces prestations complémentaires. On ne peut pas avoir un discours dépassionné, parce que c'est un sujet qui touche à l'être humain. Sur de tels sujets, si on est d'un avis différent, on a forcément des discussions, non pas belliqueuses au sens de se faire mal, mais au sens où l'argumentation, les mots, le ton utilisés le seront peut-être, parce que les schémas de société des uns et des autres sont différents.

Cela dit, il y a une idée qui peut être partagée par toutes et tous dans ce Conseil, c'est l'idée de la responsabilité politique. Si on peut avoir des schémas

de société différents, cette idée devrait nous unir: à partir du moment où on est élu, qu'on le soit dans un organe délibératif, législatif ou exécutif, communal ou cantonal, la chose qu'on nous demande, c'est la responsabilité. En l'occurrence, je trouve que, jusqu'à présent, nos magistrats ont été politiquement responsables, responsables quand il y avait des bonis, responsables aussi quand il y avait des difficultés budgétaires, en disant qu'ils en prenaient acte et qu'ils allaient faire avec. Jusqu'à présent et depuis le moment où l'Alternative a obtenu la majorité en Ville de Genève, au Conseil administratif comme au Conseil municipal, la situation n'a pas toujours été magnifique. En 1997, je le rappelle, nous avons dû utiliser des instruments forts, comme le gel des mécanismes salariaux, en raison des difficultés financières liées à la dette, mais nous avons fait face. Nous nous sommes dit que nous avons été élus, que nous devons aller jusqu'au bout du mandat et être responsables. A cet égard, dans les discussions qui ont lieu au niveau cantonal, où il y a une double majorité bourgeoise, n'en déplaise à certains, je n'entends pas ce discours de responsabilité et c'est navrant!

Concernant la réforme des institutions, M. Hainaut a dit que nous ne voulions pas en discuter, que nous ne faisons aucune proposition. Là aussi, je suis désolée, soit il méconnaît le sujet, soit il a la volonté de désinformer! Je vais prendre un exemple très concret, c'est le rapport de la commission des finances sur le projet d'arrêté PA-37 du groupe libéral, relatif au contrôle de gestion, qui est à l'ordre du jour de cette session. Nous l'avons renvoyé à la commission des finances, où nous avons tous travaillé ensemble; M. Maudet, qui est le rapporteur, vous le dira. Je siégeais à la commission des finances et je peux dire que, si nous sommes arrivés à ce rapport-là, à un texte qui a satisfait l'ensemble des commissaires des finances, c'est parce que nous, Parti socialiste, avons accepté d'entrer en matière sur la proposition libérale, parce que nous avons fait une partie du travail... et nous ne sommes pas des héros, comme M. Froidevaux le chuchote! Simplement, nous avons été responsables: nous avons étudié ce projet, nous l'avons modifié, pour aboutir au texte dont nous allons débattre tout à l'heure. Ce projet d'arrêté prévoit la création d'une commission de contrôle de gestion au niveau communal, et c'est justement un des instruments de la réforme de l'Etat et d'une gestion publique différente.

Alors, qu'on n'essaie pas de nous faire la leçon, qu'on ne vienne pas nous dire que nous n'avons jamais rien voulu faire et que nous nous sommes assis sur nos lauriers! Non, nous avons travaillé concrètement, au niveau municipal, quand nous avons été saisis du projet du groupe libéral. Le même projet a été étudié au niveau cantonal, il y a quelques années déjà, et la première présidente de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil était socialiste et s'appelait Alexandra Gobet Winiger. C'est dire que nous ne sommes jamais restés assis sur nos lauriers et que nous avons fait le travail que nous devons faire quand on nous demandait de le faire.

Une fois de plus, nous avons été responsables et cette responsabilité-là, aujourd'hui, je suis désolée de le dire, mais je ne la vois pas au niveau cantonal! (*Applaudissements.*)

M. Pierre Maudet (R). Dans le droit fil des propos de la préopinante, je dirai que le débat – contrairement à ce qu'on en attendait – est quand même assez serein. Il peut être, Madame Salerno, à la fois serein et passionné, et même personnalisé, puisque la politique se nourrit aussi d'une certaine personnalisation, n'en déplaise à certains. Donc, le débat est intéressant, mais la conclusion que l'on devrait en tirer n'est pas forcément la même sur tous les bancs. La discussion que vient d'évoquer la préopinante socialiste et qui a présidé à la création de cette commission de contrôle de gestion dont on parlera tout à l'heure – il s'agit du projet d'arrêté PA-37 sur lequel j'ai eu l'honneur de rapporter – cette discussion, on pourrait également l'avoir à propos des répartitions de charges entre Ville et Etat, mais ce n'est pas sur cette voie-là qu'on s'engage avec cette résolution.

J'en profite pour dire à mon préopinant démocrate-chrétien que nous n'avons pas attendu qu'il nous donne des leçons! Nous avons proposé tout à l'heure une motion préjudicielle qui donnait un message extrêmement clair. Ce plénum n'en a pas voulu, ma foi, nous en prenons acte, mais qu'on ne vienne pas nous dire après coup que nous n'avons rien proposé ou que nous ne postulons pas de vision! Car, à notre sens, pour reprendre le propos de M. Losio tout à l'heure, qui connaît bien son histoire des religions, on peut envoyer, ce soir, trois messages différents au Conseil administratif. Le premier, c'est qu'il aille à Canossa, qu'il capitule et fasse un crochet par l'Italie pour se faire absoudre, qu'il passe en fait sous les fourches caudines. Ce n'est évidemment pas le message que nous voulons donner, ni d'un côté de ce Conseil municipal ni de l'autre.

Le deuxième message qu'on peut donner, c'est celui de M^{me} Keller Lopez tout à l'heure: allons à Porto Alegre, payons-nous de mots, croyons au miracle! Car, à travers cette résolution, vous faites illusion, Mesdames et Messieurs, vous vous attaquez à l'Etat, mais sachez qu'un vieux proverbe dit qu'au lancer de couteaux il vaut mieux ne pas utiliser de couteaux en plastique! Or cette résolution, c'est du couteau en plastique, c'est du canif, c'est du couteau suisse, alors qu'on devrait s'attaquer à la hache ou au sabre de samouraï... (*Brouhaha.*)

Le président. On laisse parler l'orateur, même s'il tient des propos militaires!

M. Pierre Maudet. Monsieur le président, certains filaient la métaphore militaire et coutelière tout à l'heure, ce n'est pas moi qui ai commencé, je me permets donc de continuer! S'il est vrai qu'il y a des rapports de force qu'il faut savoir

engager, qu'avons-nous fait réellement en cinq ans, Mesdames et Messieurs, pour engager ces rapports de force au niveau global? Il y a cinq ans, nous nous étions tous émus – et M. Broggin le rappelait tout à l'heure – de la proposition insensée du Conseil d'Etat. Mais, depuis, avons-nous relancé le débat autrement qu'à travers des coins enfoncés de-ci de-là, à travers quelques crédits revanchards votés par-ci par-là, qui par l'Etat, qui par la Ville?

Alors, ce soir, le message que nous postulons, nous radicaux, c'est celui qui fait référence à l'histoire suisse: allons à Kappel, profitons de la soupe de Kappel pour poser les armes, pour discuter de tous les problèmes. Ne les attaquons pas par le petit bout de la lorgnette, parce que c'est décrédibiliser notre défense que de nous mettre au même niveau, d'utiliser les mêmes méthodes que notre adversaire! D'autant que j'y vois un risque institutionnel majeur, et en ce sens, Madame Salerno, je pense être au moins aussi responsable que vous: voter cette résolution ce soir, c'est finalement figer le chaos institutionnel que nous connaissons dans ce canton et cela, les radicaux, ne le veulent pas!

Le président. Merci, Monsieur Maudet. Je rappelle qu'il y a eu deux guerres de Kappel, mais qu'il n'y a eu qu'une soupe!

M. Jean-Charles Lathion (DC). M. Maudet trouve que le débat est serein. Pour ma part, il me paraît que le débat est complètement bloqué. Depuis le début de cette discussion, on s'aperçoit que, d'un côté, certains refusent de voter cette résolution et que, de l'autre, certains refusent d'entrer en matière sur les amendements du Parti démocrate-chrétien. Je pense que c'est méconnaître complètement le contexte dans lequel nous vivons. J'ai vraiment l'impression que nous vivons une guerre des communes contre l'Etat, mais, en tant que citoyens de la commune Ville de Genève, Mesdames et Messieurs, nous profitons également des prestations de l'Etat. Je ne vois donc pas comment nous pourrions continuer à vivre sans prendre en compte la crise financière actuelle de l'Etat et sa dette de plus de 11 milliards de francs. Nous avons contribué à cette dette, d'une façon ou d'une autre, puisque nous profitons des prestations de l'Etat. Comment pourrions-nous faire l'économie d'un débat de fond tel que nous le proposons dans nos amendements? C'est pratiquement impossible. Finalement, il est très frustrant d'être démocrate-chrétien... (*Exclamations.*) Oui, parce que, avoir une position du centre lorsque les extrêmes se combattent, c'est pratiquement impossible, et on le voit dans ce débat.

J'aimerais revenir sur ce que M. Pattaroni et M^{me} Rys ont dit tout à l'heure. Nous essayons, pour notre part, de faire des efforts pour être à l'écoute des auteurs de cette résolution, pour être à l'écoute de ce que souhaite la majorité de ce parlement: je trouverais donc tout à fait normal que celle-ci fasse aussi un bout de chemin dans notre direction!

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Le Parti socialiste aimerait bien que le Parti démocrate-chrétien comprenne: nous ne refusons pas de discuter, mais il nous semble que les deux amendements sont contradictoires. Le premier demande qu'on se mette autour de la table pour discuter de la répartition des compétences respectives au niveau des prestations sociales. Le deuxième laisse entendre que la Ville serait déjà d'accord d'entrer en matière et de négocier. Or, pour notre part, tant que nous ne nous sommes pas assis pour décider si oui ou non il faut une nouvelle répartition, nous ne pouvons pas accepter l'idée de négocier. Ce n'est pas que nous refusions cette idée, c'est qu'il nous semble prématuré de dire aujourd'hui que nous allons entrer en négociation.

Cela dit, dans cet amendement, l'élément intéressant que nous aimerions volontiers sauvegarder est la question de la capacité financière des communes, qui nous semble fondamentale. Nous vous proposons donc de garder le premier amendement et de le compléter ainsi:

Projet d'amendement

«proposer au Conseil d'Etat et aux autres communes genevoises une discussion de fond sur les compétences respectives du Canton et des communes, *notamment* en matière de prestations sociales, *en tenant compte de la capacité financière de chaque commune.*»

Le terme «notamment» nous semble important, parce que nous pensons que ce n'est pas seulement dans le domaine social qu'il faut discuter. On vient d'instituer la Conférence culturelle, mais il y a également de quoi discuter dans les domaines sportif, de la sécurité, des routes, de l'aménagement. D'autre part, il nous semble évidemment très important de tenir compte de la capacité financière des communes pour arriver, à terme, à une plus grande justice sociale au niveau cantonal. Pour nous, c'est fondamental. Par contre, il nous semble prématuré aujourd'hui – nous vous le répétons, tout en sachant que cela se fera peut-être – de dire que nous sommes prêts à négocier. Non, nous ne pouvons pas le dire, pas encore!

M. Guillaume Barazzone (DC). Après les nouveaux éléments d'information qui viennent d'être donnés par M^{me} Keller Lopez, je voudrais préciser l'idée de nos deux amendements. Dans le premier amendement, on parle des compétences, mais on ne peut pas parler des compétences si on ne parle pas de ce que cela induit, c'est-à-dire de la prise en charge financière de la part de certaines communes. Donc, si c'est une question de français, de mots, de précision dans les termes, nous sommes tout à fait d'accord d'en faire un seul amendement disant

qu'on va discuter des compétences et de la prise en charge financière de la part des communes, en tenant compte de la capacité financière de celles-ci. Si le vœu du Parti socialiste est de nous suivre sur cette voie-là, nous ne ferons pas de chichis pour des questions de libellé. Nous voterons donc l'amendement modifié, du moment qu'il comporte les deux éléments essentiels que sont les compétences et le revers de la médaille, à savoir la prise en charge financière.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Je ne pensais pas intervenir, parce que c'est un débat entre conseillers municipaux et que le Conseil administratif a déjà donné le ton. Mais je dois préciser une chose. S'il y a un domaine, Monsieur Maudet, et vous l'avez sous-entendu, où on a vraiment enterré la hache de guerre entre la Ville et l'Etat, entre les communes et l'Etat, grâce au grand magistrat radical qu'était Guy-Olivier Segond, c'est bien le domaine social! Guy-Olivier Segond a été un des seuls magistrats, il faut bien le dire, qui ait eu, depuis vingt ans, une vision sur le long terme. Depuis 1999, il a négocié avec moi, comme l'a dit Sandrine Salerno, et nous avons réussi à supprimer les doublons Ville-Etat, les doublons Etat-communes, dans le domaine social, grâce à la prise en charge communautaire par les communes et à la prise en charge individuelle par l'Etat.

Avec la décision qu'a prise fin septembre le Conseil d'Etat – il y a sans doute des revanches dans l'air, vous l'imaginez bien, d'autant qu'il n'y a plus de magistrat radical – avec cette décision à la hussarde, pour reprendre un champ lexical guerrier, le Conseil d'Etat a donné un message qui contredit tout ce qui a été fait depuis 1999. C'est malheureux et si vous questionnez le magistrat à la retraite Guy-Olivier Segond, que vous voyez souvent dans votre parti, Monsieur Maudet, il vous le confirmera. M^{me} Johner l'a dit: il ne fallait pas intervenir ainsi dans le domaine social, sur les plus fragiles, sur les plus pauvres, alors que la Suisse connaît à l'heure actuelle une des plus graves crises financières qu'elle ait connues depuis 1930. Ce n'est pas dans ce domaine-là qu'il fallait agir. Alors, s'il vous plaît, Mesdames et Messieurs les radicaux, ne suivez pas les libéraux, qui ont leurs raisons de ne pas voter cette résolution – je ne connais pas la position des membres de l'Union démocratique du centre, puisqu'on ne les a pas entendus – et rejoignez plutôt les auteurs de la résolution!

Le président. Nous sommes saisis par le groupe démocrate-chrétien de propositions d'amendements visant à introduire deux invites supplémentaires, dont la première fait l'objet d'un amendement socialiste. Je vous lis donc cet amendement, qui modifie la première invite proposée par le groupe démocrate-chrétien: «proposer au Conseil d'Etat et aux autres communes genevoises une discussion

de fond sur les compétences respectives du Canton et des communes, notamment en matière de prestations sociales, en tenant compte de la capacité financière de chaque commune».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est accepté par 44 oui contre 25 non (1 abstention).

Le président. On me fait signe que la deuxième invite proposée par le Parti démocrate-chrétien est retirée. Nous passons donc au vote de la résolution telle que nous venons de l'amender.

Mise aux voix, la résolution amendée est acceptée par 44 oui contre 25 non.

La résolution est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal souhaite, par le biais de cette résolution, apporter son plein soutien au Conseil administratif de la Ville de Genève dans les démarches qu'il entreprendra face à cette décision du Conseil d'Etat, afin de ne pas porter préjudice à la réalisation des objectifs du budget 2005.

Par ailleurs, le Conseil municipal demande au Conseil administratif de proposer au Conseil d'Etat et aux autres communes genevoises une discussion de fond sur les compétences respectives du Canton et des communes, notamment en matière de prestations sociales, en tenant compte de la capacité financière de chaque commune.

5. **Rapport de la commission des finances chargée d'examiner le projet d'arrêté de MM. Jean-Marie Hainaut, André Kaplun et Jean-Pierre Oberholzer, renvoyé en commission le 12 avril 2003, intitulé: «Contrôle de gestion» (PA-37 A)¹.**

Rapporteur: M. Pierre Maudet.

Préambule

Le Conseil municipal a pris en considération et renvoyé le projet d'arrêté PA-37 à la commission des finances (ci-après la commission) lors de sa séance plénière du 12 avril 2003.

La commission s'est réunie sur cet objet les 10 juin, 17 juin, 26 août, 24 septembre, 18 novembre, 25 novembre et 10 décembre 2003, ainsi que les 27 janvier, 4 février, 24 février, 2 mars, 16 mars et 23 mars 2004, sous la présidence de M. Didier Bonny.

Les notes de séance ont été prises par M^{mes} Gisèle Spescha et Laurence Schmidlin, que le rapporteur remercie pour la grande qualité de leur travail.

Rappel du projet d'arrêté

Considérant:

- que le Grand Conseil dispose d'une commission de contrôle de gestion;
- que tel n'est pas le cas en Ville de Genève, où il n'existe qu'un Service du contrôle financier, qui dépend directement du Conseil administratif;
- la nécessité pour le Conseil municipal de disposer d'un outil de contrôle de gestion lui permettant, par exemple, de vérifier l'adéquation entre un crédit d'investissement, l'objectif recherché et le résultat ou le bon emploi des fonds publics, y compris des subventions,

¹ «Mémorial 160^e année»: Développé, 6578.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

sur proposition de trois de ses membres,

arrête:

Article premier. – L'article 121 du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève est complété comme suit:

«Les commissions permanentes sont les suivantes:

(...)

– commission de contrôle de gestion;

(...»

Art. 2. – Les membres de la commission de contrôle de gestion peuvent ne pas être des conseillers municipaux.

Art. 3. – La commission peut être saisie par voie de motion ou de résolution et a également le pouvoir d'autosaisine.

Art. 4. – La commission a le droit de demander directement les renseignements et documents qu'elle juge utiles aux services ou entités subventionnées, et elle peut mandater des experts.

Auditions

Audition de MM. Jean-Marie Hainaut et André Kaplun, auteurs du projet d'arrêté (10 juin, 17 juin et 26 août 2003)

M. Kaplun commence par rappeler que lors du budget 2003 – en décembre 2002 – le groupe libéral a présenté un certain nombre de projets d'arrêtés visant à prendre des mesures liées aux finances de la Ville, l'un des buts poursuivis étant l'instauration d'un contrôle de gestion. Dans cette perspective, il a examiné le projet de loi – à l'étude à l'époque – de la commission des finances du Grand Conseil, projet intitulé «Pour la création d'une cour des comptes». Comme il voyait mal des juges s'occuper de problèmes de gestion au sein de la Ville, l'idée a alors plutôt porté sur la création d'une commission permanente de contrôle de gestion. Pour se rendre compte de ce qui se faisait au niveau du Grand Conseil, M. Kaplun a rencontré des députés, le collaborateur scientifique de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil ainsi que le sautier. Cela lui a permis de constater que, dans ce domaine, le Grand Conseil avait de l'avance sur le Conseil municipal. Il s'est également rendu compte que, en général, les députés considèrent ce type de commissions comme un instrument utile. Selon lui, deux

points de vue s'opposent toutefois sur la création d'une commission de ce genre. S'il s'agit d'une commission permanente, ne peuvent être élus que des membres du Conseil municipal, ce qui fait que l'article 2 du projet d'arrêté PA-37 ne peut pas s'appliquer. En revanche, si l'on envisage une commission extraparlamentaire, l'article 2 peut être appliqué. Dans l'esprit de M. Kaplun, il était plutôt question d'une commission permanente. On pourrait éventuellement se dire que cette commission ferait appel à des experts extérieurs. En ce qui concerne le pouvoir d'autosaisine – qui avait été remis en question par un conseiller municipal au moment de la prise en considération du projet d'arrêté PA-37 – M. Kaplun précise qu'il ne l'a pas inventé et que ce pouvoir existe bel et bien au niveau du Grand Conseil. Il s'en est simplement inspiré. A son avis, il serait dommage de supprimer cette possibilité. En effet, dans certains cas où l'on peut ressentir un malaise, l'autosaisine peut se révéler fort utile. Il s'agit, en résumé, de se donner les moyens de vérifier si telle ou telle chose a été effectuée correctement et, sinon, pour quelle(s) raison(s).

M. Hainaut précise que le fondement de la démarche est tel qu'il est inscrit dans le projet d'arrêté. S'il faut l'aménager dans un sens ou dans un autre, le groupe libéral serait heureux de procéder à des modifications, après discussion. M. Hainaut constate en outre que le rapport annuel du Service du contrôle financier n'est pas entièrement satisfaisant, car on voit que le Conseil administratif ne veut pas en donner la maîtrise au Conseil municipal. C'est donc quelque chose de différent que le groupe libéral souhaite mettre en place. A noter toutefois que ce dernier n'entend nullement minimiser le travail actuel du Service du contrôle financier.

Un commissaire dit ne pas être pas opposé au principe du projet d'arrêté. Il pense cependant que c'est un chantier très ambitieux. A son avis, il faut pouvoir rédiger un règlement; et si on veut le faire correctement, cela va prendre beaucoup de temps. Etant très au fait de ce qui se passe au niveau fédéral, il en explique rapidement le fonctionnement. Il dit, entre autres, que les commissions de gestion – il y en a en effet plusieurs – font des recommandations au Conseil fédéral. Ces commissions abordent toutes sortes de sujets (par exemple les écoutes téléphoniques, qui ont ensuite donné lieu à la fameuse affaire des fiches) et produisent des rapports très complets.

L'intervenant pose ensuite les questions suivantes à M. Kaplun: comment avez-vous imaginé cette commission? Selon quels critères les jugements seraient-ils formulés? Que ferait exactement ce contrôle de gestion? Ferait-il des recommandations au Conseil administratif ou agirait-il sous une autre forme?

M. Kaplun précise que le projet est moins ambitieux que ce qui se fait à Berne. Il donne un exemple: lorsqu'un crédit d'investissement est voté, on présente des chiffres au moment du bouclage de ce crédit. Cette manière de procéder laisse un peu sur sa faim, car ces bouclages de crédit n'apportent pas la

réponse à des questions de fond. Le Conseil administratif vient dire: nous avons dépensé telle et telle somme, au titre de ce crédit, alors que ce serait plus intéressant d'avoir la possibilité de vérifier de temps en temps si l'argent dépensé répond à ce qui a été annoncé et à ce que le Conseil municipal voulait, c'est-à-dire si les fonds publics ont été utilisés à bon escient et, sinon, pourquoi. C'est pour cette raison que le groupe libéral aimerait la création d'une telle commission. On peut aussi se poser des questions en ce qui concerne les subventions. On aimerait savoir si la somme utilisée par une association X ou Y l'a été de façon correcte. Un rapport sur un objet donné devrait mettre en lumière des dysfonctionnements éventuels. Le but du groupe libéral n'est pas de rechercher une sanction, mais, en cas de dysfonctionnement, les conseillers administratifs seraient ainsi en mesure de mieux gérer le fonctionnement ou l'utilisation des fonds publics.

M. Hainaut reconnaît que c'est là un chantier important et qu'il faudra avoir un règlement ou des directives. Il y a passablement de travail de réflexion à mener et beaucoup à construire autour de cette idée. On devrait d'ailleurs aussi mentionner les domaines qui ne seraient pas touchés par ce contrôle.

Un commissaire remercie M. Kaplun de sa présentation. Pour sa part, la semaine dernière, lors des séances du Conseil municipal, il a eu le sentiment que ce dernier ne disposait pas des outils nécessaires pour exercer ses tâches de contrôle. C'est pourquoi il est très satisfait de voir arriver ce projet d'arrêté qui va permettre au Conseil municipal de se poser des questions sur ses moyens et sur l'usage de ceux-ci. Il affirme aussi que ce débat va durer longtemps. Il rappelle que, dans le département municipal des finances et de l'administration générale, on a présenté un embryon de contrôle de gestion.

Un autre commissaire pense que les exemples fournis par M. Kaplun et les propos précédents sont intéressants. Il estime que ce projet d'arrêté est tellement brut qu'on ne sait pas ce qu'on vote. Il faudrait donc l'élaborer pour mieux en définir le cadre et savoir vers quoi on s'avance. Cela relève aussi de l'organisation plus générale du Conseil municipal.

M. Hainaut précise que l'idée est de porter le débat et d'avoir des travaux qui puissent concrétiser quelque chose. La commission pourrait définir un certain nombre de points qu'elle souhaiterait voir aborder. Les articulations doivent être décidées par la commission, puis on pourrait discuter et travailler sur ce projet. En un premier temps, la commission doit donc se mettre d'accord sur les points complémentaires qui devraient figurer dans ce projet d'arrêté, puis le groupe libéral pourrait remettre l'ouvrage sur le métier.

Un commissaire aimerait savoir en quoi ce projet d'arrêté est fondamentalement différent de celui portant sur l'évaluation des politiques publiques. Il demande aussi s'il y a une volonté de la part du groupe libéral de se réappropriier des compétences de contrôle pour le Conseil municipal.

M. Kaplun répond par l'affirmative à la deuxième question. Pour la première question, il dit que la différence porte sur l'objectif.

Un autre commissaire fait remarquer que ce que le groupe libéral décrit est davantage le suivi d'un crédit, d'une subvention ou d'une affectation budgétaire que le jugement de valeur sur une politique développée.

M. Kaplun affirme ne pas vouloir se lancer dans des considérations philosophiques.

M. Hainaut ajoute que les deux instruments se rejoignent, car ils permettent de se prononcer. C'est plus concret. On peut, par exemple, constater que les objectifs sont atteints, mais que la gestion est catastrophique, ou l'inverse.

M. Kaplun revient sur les critères à adopter pour canaliser le travail de cette commission de contrôle de gestion. Il a repris le dernier rapport de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil (ci-après la CCG) et a contacté le collaborateur scientifique de cette commission, M. Koelliker. Puis il a tenté d'identifier un certain nombre de pistes. Il a classé les critères en deux catégories: critères de choix d'objets et critères de jugement. Il relève que ce sont là des pistes de réflexion et que le processus est évolutif. Il énonce ensuite ce qu'il a retenu.

Critères de choix d'objets

- importance matérielle, intérêt public, impact politique;
- respect des votes de crédits/utilisation effective des fonds publics;
- émergence d'un dysfonctionnement dans un service de l'administration, une fondation ou une association subventionnée;
- contrôle des lignes directrices appliquées dans un service de l'administration (en cas de question quant à son fonctionnement);
- suivi de l'avancement de certains «chantiers» importants (par exemple, l'introduction de la comptabilité analytique dans certains services);
- examen d'un doublon Ville/Etat;
- à exclure: ce qui concerne le personnel de l'administration.

Critères de jugement

- définition claire et précise du problème à examiner;
- analyse du résultat escompté/but recherché;

- investigations des moyens/ressources mis en œuvre;
- examen des dépenses engagées/rapport coût/utilité;
- auditions aboutissant à des constats/conclusions (en cas de manquement/erreur/lacune: recommandations de mesures correctives à prendre).

Le collaborateur scientifique de la CCG lui a suggéré de ne pas trop s'imposer de carcans dès le début. Il a aussi fait savoir que la CCG a tâtonné assez longtemps et qu'elle n'a pas encore vraiment trouvé sa voie. En fait, la commission de contrôle de gestion du Conseil municipal pourrait éventuellement avoir recours à des experts ou des spécialistes pour avoir leur avis.

On relève qu'il serait utile d'auditionner le sautier du Grand Conseil, M^{me} Anna Maria Hutter, ainsi que ce collaborateur scientifique, M. Laurent Koeliker. La commission pourrait ainsi bénéficier de leur expérience.

M. Kaplun suggère d'auditionner également la présidente actuelle de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil.

Un commissaire demande quelles seraient les prérogatives d'une telle commission dans le cadre de la Ville.

M. Kaplun rappelle que le Service du contrôle financier est soumis à un règlement (*voir annexe N° 2*) et qu'il travaille exclusivement pour le Conseil administratif. M. Kaplun ajoute qu'il avait identifié une modification de l'article 17 de ce règlement et proposé que la commission des finances puisse également donner des missions. Cependant, cela n'a pas eu l'heur de plaire à l'exécutif. Le Contrôle financier existe donc bel et bien, mais il ne répond pas à l'objectif que la commission pourrait fixer à travers le projet d'arrêté discuté. Il convient donc, selon lui, d'explorer une autre piste.

Un commissaire rappelle que, théoriquement, la CCG est l'organe de contrôle du parlement cantonal. Sur le plan pratique, le collaborateur scientifique doit amener les outils pour traiter un certain nombre de problèmes. La CCG a en fait un rôle de contrebalance. A son avis, il est nécessaire de créer une telle commission au niveau de la Ville de Genève, afin de constater le degré de réalisation de certaines prestations et d'apporter des correctifs si nécessaire.

Un autre commissaire relève que le Service du contrôle financier est actuellement plutôt autonome. Il choisit de contrôler par sondage tel ou tel service. En fait, il est difficilement contrôlable, et même le Conseil administratif ne sait pas très bien ce qui s'y passe. C'est donc un outil que le Conseil municipal aurait de la peine à utiliser.

Un commissaire rappelle qu'il a posé au mois de juin un certain nombre de questions et qu'il a parlé des commissions de contrôle de gestion au niveau fédéral, vu qu'il en connaît bien le fonctionnement. Avant de procéder à des auditions,

il aimerait savoir pourquoi on veut une telle commission, à quoi elle va servir et quels seront ses objectifs. Pour sa part, il tient à souligner que la commission des finances a déjà des outils qui permettent une surveillance, mais elle les utilise peu. Le commissaire mentionne notamment les heures passées sur de tout petits montants et le peu de temps que la commission consacre à étudier les sommes les plus importantes. De plus, une commission de contrôle de gestion ne doit pas être une commission de sanction; elle doit plutôt faire des recommandations. Enfin, il n'est pas sûr que le Conseil municipal ait toutes les compétences et toutes les disponibilités pour gérer une telle commission.

M. Hainaut tient à faire deux remarques. En ce qui concerne le Service du contrôle financier, les travaux de ce printemps ne l'ont pas convaincu. La commission a en effet été attentive à poser des questions au Contrôle financier, puis au magistrat, et les réponses étaient contradictoires. En ce qui concerne les instruments à disposition, non seulement la commission a beaucoup de peine à entrer dans le vif du sujet quand il y a les comptes, mais il est également difficile d'avoir avec les magistrats et les chefs de service un dialogue approfondi. Quant à la différence avec le contrôle financier, ce dernier comporte les limites de ses interventions dans son intitulé; c'est plutôt un contrôle des chiffres. Le respect des directives internes et des modes de fonctionnement est précisément la dimension qu'il faudrait donner à une commission du contrôle de gestion. Une telle commission pourrait en effet regarder dans les départements comment est organisé le suivi des dossiers et, sous cette forme, avoir une meilleure compréhension et offrir une meilleure lisibilité de l'administration.

Un autre commissaire affirme que, quand il pense abstraitement à un tel organe, cela lui paraît intéressant. Cependant, des questions lui viennent à l'esprit. Pourquoi ferait-on mieux dans une autre commission que dans celle des finances? Quels sont les instruments existants? Pour avoir une réponse, il est important de procéder à certaines auditions. Pourquoi cette commission serait-elle plus capable d'avoir un regard critique? Pourquoi, si on a besoin d'un organe critique indépendant, ce devrait être cette commission? Il se demande d'autre part quelle serait l'efficacité possible face à une évaluation concrète des associations ou autres. Si ce projet d'arrêté est refusé, ce commissaire verrait alors la possibilité de faire des recommandations en vue de donner aux conseillers municipaux une vraie formation sur les questions concernant le budget et les comptes. En effet, il serait à ses yeux plus judicieux de mieux former tout le monde au même niveau.

M. Kaplun est étonné d'entendre dire que l'on a déjà les outils suffisants. En effet, année après année, il constate la frustration de certains membres de la commission des finances, notamment lorsque certains affirment qu'on les fait voter «la tête dans le sac». Cela montre que la commission des finances n'a pas l'outil

nécessaire pour faire un travail approfondi. Par exemple, en cas de dysfonctionnement ou de suspicion de dysfonctionnement dans un service de l'administration, comment la commission des finances peut-elle appréhender le problème? Avec une commission de contrôle de gestion, on aurait un outil permanent, ce qui est préférable à une commission ad hoc. Cette commission pourrait également s'occuper des problèmes de doublon Ville/Etat, par exemple en matière de promotion économique.

Un commissaire croit comprendre qu'il y a nécessité de posséder un outil qui donne des recommandations. Il ne pense pas qu'une commission de contrôle de gestion doive faire en quelque sorte la police. Les conseillers municipaux sont élus pour qu'ils puissent vérifier si les prestations sont conformes à ce que la population attend.

Un autre commissaire appuie l'idée qu'il faut éviter que cette commission ne crée un climat de méfiance. Il fait en outre remarquer que le Service du contrôle financier ne fait pas uniquement un contrôle de chiffres et de comptes puisqu'il contrôle également les procédures. En effet, quand il se rend dans un service, il y reste plusieurs semaines et «pioche» dans tous les dossiers.

Un commissaire fait aussi remarquer que ce problème est extrêmement complexe. Le travail du Contrôle financier n'est pas défini dans un cahier des charges, ce qui fait que l'utilisation du travail peut être différente selon qui est à la tête de ce Contrôle financier. Dans le dépôt du projet d'arrêté en question, il pense qu'il faut lire une manifestation de déception par rapport à l'outil existant. Il est d'autre part d'avis que la commission des finances devrait faire un peu plus de politique et un peu moins de comptabilité. Pour illustrer sa pensée, il reprend l'exemple caricatural qui voit la commission passer parfois des heures pour discuter d'un montant minime et ne rester que quelques minutes sur un montant énorme. Pour sa part, il serait favorable à des auditions, mais il voudrait surtout voir des textes: cahiers des charges, ordres du jour et ainsi de suite. Il fait aussi remarquer que, depuis quatre ans, on ne parle plus de doublons, car la situation financière s'est améliorée. En fait, on n'en parle uniquement quand cette dernière est négative. Il signale aussi qu'il ne sera pas possible de faire partie à la fois de la commission des finances et de la commission de contrôle de gestion, ce qui provoquera sans aucun doute une certaine frustration chez plusieurs commissaires. Pour sa part, il pense qu'il serait bon d'avoir également des avis politiques: un représentant de l'Entente et un représentant de l'Alternative étant ou ayant été présidents.

Enfin, un commissaire insiste sur le fait que le Conseil municipal est limité et ne peut pas faire ce qu'il veut, Car il est régi par la loi sur l'administration des communes (ci-après la LAC). Tout est contrôlé par le Conseil d'Etat. A son avis, croire qu'on a le pouvoir d'examiner quelque chose de sérieux est un leurre.

Un autre commissaire pense que la difficulté vient de ce que l'on entend par commission de contrôle de gestion. Dans les propos de M. Kaplun et dans sa définition des critères, il y a typiquement des critères de politique publique.

Audition de M^{me} Maria Anna Hutter, sautier du Grand Conseil, et de M. Laurent Koelliker, secrétaire scientifique de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil (24 septembre 2003)

M^{me} Hutter explique qu'il faut différencier trois niveaux: au niveau fédéral, la haute surveillance est attribuée au parlement par le biais de l'article 169 de la Constitution. Cette compétence a été étendue par la nouvelle Constitution de 2001. Le secret de fonction n'est pas levé automatiquement au Conseil fédéral. La commission fédérale de contrôle de gestion existe depuis quarante ans et, depuis sa création, ses pouvoirs n'ont fait que s'étendre. Au niveau cantonal, la CCG doit son existence à l'audit général de l'Etat. Cette commission, qui n'existe que depuis quatre ans, commence à trouver sa vitesse de croisière. Au niveau communal, il importe, par rapport au projet d'arrêté PA-37, d'examiner attentivement la LAC.

M. Koelliker indique que les références à la base légale de la création de la CCG se trouvent en page 57 du rapport de la CCG (année 2001-2002). Celle-ci est composée de 15 membres et chargée d'examiner et de surveiller:

- la gestion du Conseil d'Etat et l'activité de l'administration centralisée;
- la gestion et l'activité de l'administration décentralisée, notamment celles des établissements publics et autres fondations de droit public;
- la gestion et l'activité des organismes publics ou privés subventionnés par l'Etat ou dépendant de celui-ci;
- le respect des conditions de dotation faites par l'Etat.

Par commission de contrôle de gestion, on entend la haute surveillance, qui figure dans la Constitution fédérale, mais pas dans la Constitution genevoise. Chaque département est censé exercer un contrôle interne (premier degré). Quant à la commission de contrôle de gestion, elle effectue un contrôle de deuxième degré. Les députés membres de la CCG ne sont pas forcément des spécialistes; ils représentent toutes les sensibilités politiques. La CCG fonctionne sur le principe du consensus.

Les députés peuvent faire appel:

- à l'Inspection cantonale des finances (ci-après l'ICF);
- à la Commission externe d'évaluation des politiques publiques (ci-après la CEEPP);

- au Service de surveillance des fondations (ci-après le SSF);
- à des mandataires externes.

Les dossiers traités par la CCG lui proviennent principalement des autorités de surveillance de l'Etat. A cela s'ajoutent les pétitions des citoyens, les motions parlementaires et les projets de lois.

Les critères de traitement d'un dossier sont:

- l'opportunité;
- les priorités de la CCG;
- la probabilité d'obtenir des résultats.

Lorsqu'un dossier est complexe, il peut être confié à une sous-commission chargée de rendre un rapport préparatoire.

M. Koelliker conclut en disant que la CCG est jeune (quatre ans) et encore en processus d'apprentissage, notamment en ce qui concerne son fonctionnement. Pour cela, elle s'inspire de son homologue de la Confédération.

M^{me} Hutter indique que la CCG travaille avec l'ICF s'il le faut, mais qu'elle dispose d'un secrétariat scientifique assuré par M. Koelliker. Ce secrétariat est absolument nécessaire, car il lui permet de rester indépendante de l'administration.

Un commissaire demande ce que signifie le troisième critère de traitement des dossiers énoncé par M. Koelliker («probabilité d'obtenir des résultats»).

M. Koelliker répond qu'il s'agit de la probabilité d'arriver à un résultat tangible qui vaille la peine que la CCG y consacre une partie de ses ressources. En général, lorsqu'un problème est important, la CCG s'y attelle en espérant que les choses vont changer.

Un autre commissaire demande si la CCG emploie des personnes à temps plein.

M. Koelliker répond que celle-ci emploie un secrétaire scientifique à temps plein et une secrétaire à temps partiel. De plus, elle a parfois recours à l'aide d'un juriste.

Un commissaire demande si l'expertise constitue une part importante du travail de la CCG.

M^{me} Hutter répond que celle-ci dispose d'un budget annuel de 100000 francs pour mandater des experts. Lorsque ce crédit n'est pas entièrement utilisé, il peut être reporté sur l'année suivante. M. Koelliker ajoute que l'expertise de l'ICF est gratuite. Quant à la CEEPP, elle a des moyens limités. Il arrive aussi que les députés procèdent à des auditions.

Un commissaire demande à quel rythme se réunit la CCG.

M. Koelliker répond qu'elle se réunit une fois par semaine, à raison de deux heures.

Un autre commissaire demande comment la CCG se saisit d'un objet.

M. Koelliker répond que c'est le Grand Conseil qui décide du renvoi des dossiers en commission. M^{me} Hutter ajoute que le bureau peut aussi proposer qu'un objet soit renvoyé au Grand Conseil. Elle ajoute que, lorsqu'il s'agit d'une motion, cela peut poser quelques problèmes.

Le commissaire demande alors s'il est arrivé que la CCG s'autosaisisse. M. Koelliker répond par l'affirmative. En effet, il peut arriver qu'un de ses membres demande qu'un sujet soit mis à l'étude.

Le même commissaire demande s'il y a souvent des confrontations à la CCG.

M. Koelliker répond que les cas de confrontation sont rares. En général, les députés ne présentent pas des sujets susceptibles de donner lieu à des confrontations.

Un commissaire demande si les procès-verbaux des séances sont exclusivement distribués aux personnes siégeant à la CCG.

M. Koelliker répond par l'affirmative. Il est nécessaire de garantir aux personnes auditionnées que leurs propos ne sortiront pas de ce cénacle.

Le même commissaire demande s'il existe un document expliquant les lignes directrices de la CCG.

M. Koelliker répond que la CCG s'est inspirée des lignes directrices de la commission de contrôle de gestion fédérale. Un document de mise à jour est en préparation à Berne.

Le commissaire demande ce qui se passe lorsque la CCG fait une recommandation au Conseil d'Etat.

M. Koelliker répond qu'il existe un échange formel et informel entre la CCG et le Conseil d'Etat. Dans tous les cas, la commission fait rapport au Grand Conseil au moyen d'un rapport divers, d'une motion ou d'un projet de loi dont les conclusions peuvent être renvoyées au Conseil d'Etat, sachant que le projet de loi est le moyen le plus contraignant.

Le commissaire demande encore comment est perçue la CCG par le Conseil d'Etat.

M^{me} Hutter répond que la collaboration commence à bien fonctionner et que les conseillers d'Etat viennent devant la CCG chaque fois qu'ils y sont invités. Elle précise que le rôle du secrétaire scientifique est également de vérifier que les mesures recommandées au Conseil d'Etat ont bien été prises. M. Koelliker ajoute qu'en dehors de cela la CCG doit également demander, le cas échéant, pourquoi une mesure recommandée n'a pas été prise.

Enfin, le commissaire demande s'il existe des relations de confiance entre le Conseil d'Etat et la CCG.

M. Koelliker répond que l'objectif de celle-ci est précisément d'arriver à établir des rapports de confiance avec le Conseil d'Etat et d'aider l'administration à se réformer, plutôt que de jouer le rôle de censeur.

Un commissaire demande ce qui se passe lorsqu'un sujet ne fait pas le consensus au sein de la CCG. Est-il possible de déposer une motion?

M. Koelliker répond que le consensus est la règle coutumière au sein de la CCG. Mais si, à la suite d'un vote, une majorité décide de se saisir d'un sujet, celui-ci sera traité.

Un autre commissaire demande quelle a été la réaction du Conseil d'Etat lorsque la CCG a été instituée.

M^{me} Hutter invite les commissaires à lire le rapport publié à l'occasion de la création de la CCG. Elle explique qu'au début il n'y a pas eu une grande opposition et que celle-ci était due au fait que personne ne savait réellement comment l'appréhender.

Un commissaire demande par qui sont payés les salaires des employés de la CCG.

M^{me} Hutter répond que ces salaires font partie du budget annuel du Grand Conseil.

Le même commissaire demande si la CCG traite aussi des dossiers financiers et, le cas échéant, si elle peut débarrasser la commission des finances du Grand Conseil d'une partie de son travail. Il pense notamment à l'examen des comptes annuels.

M^{me} Hutter répond que les comptes sont examinés par la commission des finances du Grand Conseil, mais que le Conseil d'Etat fait un rapport de gestion annuel, qui est annexé aux comptes et examiné par la commission de contrôle de gestion. Elle cite l'article 201 A, alinéa 10, de la loi portant règlement du Grand

Conseil, qui dispose: «La commission de contrôle de gestion communique à la commission des finances ses constatations qui concernent une gestion financière prêtant à la critique.»

Un commissaire demande encore si les membres de la CCG ont un accès direct à l'administration.

M. Koelliker l'invite à lire l'article 9 de la loi D 1 10. Celui-ci explique que, lorsqu'il s'agit d'une visite dans un département, il faut l'annoncer au conseiller d'Etat concerné. La pratique veut que la CCG soit transparente et qu'elle annonce lorsqu'elle veut auditionner quelqu'un.

Un autre commissaire dit avoir de la peine à croire que la CCG ne traite jamais de sujet politique pouvant donner lieu à une confrontation. Faisant référence au Service des allocations d'études et d'apprentissage et à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle, il demande pourquoi la gestion de ces services ne pourrait pas être confiée à la commission sociale du Grand Conseil, par exemple. Il demande enfin s'il existe des exemples stimulants de rapports ayant donné lieu à des recommandations intéressantes montrant que la CCG est plus utile qu'une commission sociale, par exemple.

M. Koelliker répond que la confrontation peut avoir lieu lorsque la CCG traite d'un sujet éminemment politique. Si la CCG traite de certains sujets, c'est parce qu'elle dispose du temps et des moyens pour le faire. Les sujets très médiatisés peuvent prendre beaucoup de temps. La CCG n'en traite pas beaucoup. La commission des finances du Grand Conseil a, par exemple, renvoyé le dossier relatif à l'inscription au patrimoine financier des immeubles et des parkings situés au passage de Baud-Bovy 2-10 à la CCG, qui le traite parce qu'elle en a les moyens.

Le même commissaire demande alors en quoi l'existence d'une CCG est intéressante, si l'on admet qu'on pourrait donner les mêmes moyens à une commission existante et disposant déjà de compétences.

M^{me} Hutter répond qu'il faut faire la distinction entre les commissions législatives, dont le rôle est de voter des projets de loi, et les commissions de surveillance, qui exercent la surveillance, comme leur intitulé l'indique. Cela dit, si la CCG estime qu'une commission spécialisée peut mieux s'occuper d'un sujet, elle peut lui renvoyer le dossier en question.

Un autre commissaire demande à M^{me} Hutter et à M. Koelliker leur sentiment par rapport à l'utilité d'une CCG pour une collectivité publique.

M^{me} Hutter répond que M. Koelliker et elle préfèrent s'abstenir de répondre, compte tenu du caractère très politique de la question.

Un commissaire demande si une modification de la LAC est nécessaire pour qu'une commission de contrôle de gestion puisse être mise sur pied en Ville de Genève.

M^{me} Hutter est d'avis que les articles suivants de la LAC devraient notamment être examinés dans cette perspective: art. 10, art. 30 f, art. 48, art. 73 et suivants.

Audition de M^{me} Sylvia Leuenberger, députée et présidente de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil (18 novembre 2003)

M^{me} Leuenberger remercie la commission des finances de la recevoir. Elle mentionne tout d'abord le rapport 2000-2001 de la CCG, qui contient tous les projets de loi afférents. Quant au rapport 2002-2003, elle l'a rédigé en tant que présidente pour cette période, qui prend fin le 24 novembre 2003. A son sens, la CCG est encore très jeune, puisqu'elle n'a été créée qu'il y a quatre ans. De ce fait, la commission des finances du Grand Conseil n'avait, jusqu'à maintenant, pas naturellement l'habitude de se tourner vers elle. Cette commission est importante, car elle peut s'autosaisir. En effet, sur les points qui demeurent en suspens dans les séances du Grand Conseil (certains sont reportés depuis une année), si l'on voit que des problèmes importants surgissent, la CCG peut tout de suite demander de s'en saisir. A noter également que la CCG a le droit de prendre connaissance de tous les rapports de l'ICF. Son rôle n'est pas de jouer à la police, mais d'avoir l'œil ouvert. Elle peut d'ailleurs procéder à des enquêtes si elle le juge nécessaire. Sur le plan politique, il faut savoir que cette commission fonctionne de façon très consensuelle. Il n'y a, en effet, pour ainsi dire pas de clivage gauche-droite. Le budget annuel de la CCG est de 100000 francs, qu'il n'est d'ailleurs pas toujours facile de dépenser. Ce budget peut notamment être utilisé pour mandater un comptable ou un expert-comptable, voire un département de l'Université ou d'autres experts. La CCG a, en effet, une grande marge de manœuvre dans ce domaine. Pour terminer, la présidente de la CCG fait savoir que les gens qui y travaillent sont très intéressés et motivés, ce qui fait que la qualité du travail est excellente.

Un commissaire relève que le Conseil municipal, lors de ses séances mensuelles, a la possibilité de faire passer des points en urgence. Il aimerait savoir si le Grand Conseil a également cette possibilité.

M^{me} Leuenberger répond par l'affirmative, tout en ajoutant que ce n'est pas automatique. En effet, si la majorité ne vote pas l'urgence, cette dernière ne passe pas, ce qui représente un handicap. Elle ajoute que la CCG est complètement indépendante et qu'elle peut traiter un sujet si elle estime que c'est nécessaire. C'est vrai que, si un membre de la CCG amène un sujet qui n'intéresse pas la

majorité, le sujet en question peut être écarté. La CCG nomme souvent une sous-commission, composée d'un représentant de la droite et d'un représentant de la gauche. Ces deux personnes étudient la question, puis présentent un rapport oral. La CCG décide alors, en toute connaissance de cause, si elle veut poursuivre l'étude du sujet ou non.

Un autre commissaire demande dans quel esprit la CCG fonctionne et quel est son rapport avec l'exécutif cantonal.

M^{me} Leuenberger affirme que si un sujet est d'importance majeure les autres commissaires sont généralement preneurs, sans clivage gauche-droite. Par exemple, au sujet du Stade de Genève, tout le monde a accepté de voir pourquoi et combien d'argent supplémentaire a été dépensé, et cela hors de toute polémique. Pour ce qui est du rapport avec l'exécutif, la CCG développe des rapports écrits. Ainsi, cette année, le Conseil d'Etat a reçu de la CCG pas moins de 20 à 30 lettres, auxquelles il a toujours répondu dans les trois semaines. Si la réponse est jugée insuffisante, la CCG invite le conseiller d'Etat concerné à une audition – ce qui n'est jamais refusé de la part du magistrat. La question de la confidentialité pose problème. C'est la raison pour laquelle les procès-verbaux de la CCG ne sont pas transmis par messagerie électronique, mais par la poste.

Le même commissaire demande alors comment cela se passe quand il y a des décisions à prendre.

M^{me} Leuenberger explique que des propositions sont faites, puis il y a un vote. Pour revenir à l'exemple du Stade de Genève, on s'est demandé pourquoi il était mal géré, mais sans dire si c'est bon ou mauvais. On reste, en effet, le plus objectifs possible, quel que soit le cas à traiter, qu'il s'agisse de mauvais traitement financier, de dysfonctionnement, de maltraitance ou de licenciement abusif, etc.

Un commissaire revient sur la question de la confidentialité et aimerait en savoir plus.

M^{me} Leuenberger précise tout d'abord que les procès-verbaux de la commission ne doivent pas être donnés à l'extérieur. De plus, lorsqu'un commissaire est absent, il ne se fait en principe pas remplacer. C'est vrai qu'il peut tout de même y avoir des fuites, mais on essaie de respecter au maximum ce devoir de confidentialité. Pour une affaire ou une autre, si la CCG veut faire pression, elle peut tout à fait convoquer la presse, puisqu'elle en a légalement la possibilité. Il vaut mieux alors le faire officiellement que de donner des informations à la presse à la sauvette, dès la séance terminée...

Le commissaire demande ce qu'il en est des enjeux communaux. Il aimerait également avoir l'avis de M^{me} Leuenberger sur la création éventuelle d'une commission de contrôle de gestion dans le cadre de la Ville de Genève.

M^{me} Leuenberger fait savoir que la CCG n'a pas le droit d'examiner et de surveiller la Banque cantonale de Genève, les communes et les institutions qui en dépendent. Pour ce qui est de la création d'une telle commission en Ville, elle pense que c'est une excellente idée. Elle croyait d'ailleurs qu'il en existait déjà une. L'article 2 du projet d'arrêté mis à part, elle pense que la commission de la Ville pourrait tout à fait être calquée sur celle de l'Etat.

Le commissaire relève qu'il faudrait alors modifier la LAC et il n'est pas sûr que cela pourrait se faire. Il fait en outre remarquer que toutes les commissions du Grand Conseil ont un(e) président(e) et un(e) vice-président(e), ce qui n'est pas le cas à la Ville.

Un autre commissaire demande s'il y a parfois des cas de délation, par exemple de la part de fonctionnaires qui, anonymement, transmettent un dossier à la CCG.

M^{me} Leuenberger répond que la CCG n'a jamais reçu de lettre anonyme. Si des fonctionnaires sont mécontents, par exemple au sein de la police, on les écoute. S'il s'agit d'un cas trop particulier, on interroge le Conseil d'Etat. S'il y a un dysfonctionnement, on reprend la procédure: une lettre est adressée au Conseil d'Etat pour demander ce qui se passe. On désigne deux sous-commissaires, qui sont chargés d'étudier le cas de plus près, puis de le présenter à la CCG.

Le commissaire demande si la CCG joue le rôle de troisième pouvoir, si elle doit appuyer ou aiguillonner le gouvernement. Il ajoute que la première fois qu'il a entendu parler de cette commission, c'est au moment de l'affaire de l'Office des poursuites et faillites.

M^{me} Leuenberger dit que la CCG est précisément née de cette histoire. A noter qu'il s'agit d'une commission de contrôle de gestion, et non d'une commission de gestion. Elle se situe au quatrième niveau. Elle est chargée de chercher la cause des dysfonctionnements et de faire en sorte que les choses s'améliorent. Si ceux-ci se poursuivent pendant plusieurs années, la CCG agit là comme un rappel à l'ordre, mais elle ne donne pas de conseil au Conseil d'Etat.

Le commissaire demande encore quel est le lien de la CCG avec l'ICF et si cette dernière est au service de la commission.

M^{me} Leuenberger explique que l'ICF revendique son indépendance, mais elle est payée par le Conseil d'Etat. La CCG peut l'actionner quand elle veut. Comme dit précédemment, elle reçoit tous ses rapports. En fait, la CCG travaille avec le directeur de l'ICF. Le lien qui existe est un lien de service rendu, et tout fonctionne bien.

Enfin, le commissaire dit qu'il aimerait quelques explications sur le poste de collaborateur scientifique.

M^{me} Leuenberger fait savoir que, s'il n'y avait pas M. Koelliker, la CCG n'arriverait pas à fonctionner. Il assure un véritable suivi des dossiers, et c'est donc fondamental qu'il soit là. Il faut savoir que la CCG est un lieu où l'on peut venir se plaindre. Il faut donc qu'il y ait quelqu'un à qui s'adresser si quelque chose ne fonctionne pas. Pendant son année de présidence, M^{me} Leuenberger ajoute qu'elle a pu réaliser à quel point la CCG est débordée par les dossiers.

Un autre commissaire demande si les sous-commissaires peuvent aller constater eux-mêmes les dysfonctionnements et si un conseiller d'Etat peut refuser qu'un commissaire vienne dans son dicastère.

M^{me} Leuenberger précise tout d'abord que la commission écrit une lettre pour annoncer la venue d'une personne. Pour le conseiller d'Etat, elle répond par la négative, mais ajoute qu'il peut faire traîner la chose.

Citant l'exemple d'un récent problème au Service des espaces verts et de l'environnement de la Ville, qui a été publié dans la presse, le commissaire demande ce que ferait la CCG dans ce cas de figure, s'il se présentait à l'Etat.

M^{me} Leuenberger dit qu'elle commencerait par cerner quelles sont les questions qui se posent et se fixerait des objectifs. Elle auditionnerait le chef au sommet de la pyramide. Selon les réponses, elle déciderait d'aller plus loin. Elle aurait aussi la possibilité de désigner deux commissaires en les chargeant d'étudier le cas. En ce qui concerne les objectifs à atteindre, si des délais sont fixés, elle répond par l'affirmative. Le délai est en règle générale de six semaines, pour avoir au moins une ébauche de réponse. Elle fait savoir qu'en ce qui concerne l'affaire de l'Office cantonal du logement, par exemple, la CCG auditionnait le conseiller d'Etat concerné une semaine après déjà.

Un commissaire demande combien de dossiers la CCG traite.

M^{me} Leuenberger explique qu'il y a en général de dix à douze dossiers ouverts, c'est-à-dire en suspens. Deux ou trois dossiers sont traités par séance. Tout un système de pastilles colorées a été mis au point, afin d'améliorer la vue d'ensemble. Tout est en train de se structurer.

Un commissaire demande si les autres députés sont au courant des dossiers.

M^{me} Leuenberger précise que le rapport annuel de la CCG passe devant le Grand Conseil. Tous les députés peuvent donc en prendre connaissance. S'il y a un projet de loi ou une motion, cela passe par la voie normale.

A un commissaire qui aimerait connaître la cadence de renouvellement des commissaires, M^{me} Leuenberger explique qu'il n'y a pas de règle précise et que la composition de la CCG n'a pas changé depuis deux ans. Elle ajoute que l'arrivée de personnes nouvelles n'est pas forcément négative, pour autant que ce ne soit pas trop souvent.

On demande si la CCG intervient également à l'égard de fondations de droit public et de droit privé.

M^{me} Leuenberger répond par l'affirmative. Elle se réfère au chapitre II – Commissions permanentes – article 201A – Composition et attributions.

Un commissaire relève qu'il peut y avoir des doublons si un problème survient dans une fondation qui est subventionnée à la fois par la Ville et par l'Etat.

M^{me} Leuenberger admet que cela peut arriver. Cependant, comme l'objectif visé est que la fondation en question soit contrôlée, c'est soit la Ville qui peut le faire, si elle y tient absolument, soit l'Etat.

Un autre commissaire demande de préciser si les recommandations de la CCG doivent obligatoirement être suivies.

M^{me} Leuenberger rappelle que la CCG est chargée d'examiner, de surveiller, puis de faire des recommandations. Le Conseil d'Etat est donc tenu de répondre, ce qu'il a d'ailleurs toujours fait.

Un commissaire demande s'il arrive que des recommandations n'obtiennent pas le consensus.

M^{me} Leuenberger répond que cela arrive, mais surtout pour des questions de forme. On peut donc chercher à l'améliorer. A noter que le contenu des recommandations est généralement accepté à 80%.

Un commissaire demande si des députés peuvent être à la fois membres de la commission des finances du Grand Conseil et de la CCG.

M^{me} Leuenberger dit que c'est possible, mais que cela a été critiqué par certains et encensé par d'autres. Il faut savoir aussi que cela représente un très gros travail. A son avis, ce n'est pas contradictoire et c'est même une bonne chose, car cela permet d'avoir des informations supplémentaires.

Audition de M. Robert Cramer, conseiller d'Etat chargé du Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement (ci-après le DIAE), et de M^{me} Myriam Matthey-Doret, cheffe du Service de la surveillance des communes au DIAE (25 novembre 2003)

M. Cramer présente tout d'abord M^{me} Matthey-Doret, responsable du service qui s'occupe de la surveillance des communes à tous égards. Ce service procède au premier examen des délibérations des différents conseils municipaux du canton avant que ces dernières soient ratifiées par le Conseil d'Etat. C'est donc la personne indiquée pour donner les renseignements nécessaires.

M. Cramer dit d'emblée que la situation est délicate, car, comme il vient de le mentionner, les délibérations des communes sont sujettes à approbation par l'autorité cantonale. En l'occurrence, ce projet d'arrêté va être un sujet de délibération, puis il devra être présenté au Conseil d'Etat. Ce dernier sera amené à prendre une décision, sur préavis du département concerné, à savoir le DIAE. De ce fait, le magistrat dit se sentir dans la situation d'un juge à qui on demanderait quelle est la décision qu'il va prendre, ce qui est très délicat, puisqu'il n'est pas en mesure actuellement de se prononcer. Il demande donc à la commission de ne pas attendre de lui de dire si ce projet d'arrêté est techniquement bon ou non. Cependant, le magistrat peut affirmer qu'il y a un certain nombre de points à approfondir. Il conseille donc à la commission de consulter un juriste en lui donnant le mandat d'examiner très sérieusement deux ou trois points fondamentaux. Premièrement, le point essentiel à examiner – car c'est le fond même de la délibération – consiste à savoir si l'on peut ou non, au niveau d'une commune, instituer une commission de contrôle de gestion. Pourquoi se poser cette question? Parce que, dans une commune, le rapport entre son Conseil municipal et son Conseil administratif n'est pas le même que le rapport entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat. En effet, au niveau du Canton, le Grand Conseil tient des délibérations, contrôle le bon fonctionnement du Conseil d'Etat et fait des lois. Le Conseil d'Etat, quant à lui, prend des décisions. Or, dans les communes, on ne fait que prendre des décisions, on ne fait pas de lois. Cependant, certaines décisions sont du ressort du Conseil administratif et d'autres du ressort du Conseil municipal. C'est en fait la LAC qui dit qui décide quoi. Autre point à examiner: vu que le Grand Conseil fait les lois, quand il a décidé de créer la CCG, il a pris la loi et a décidé de la modifier en conséquence. Comme les communes ne font pas de lois, il faut voir si la LAC laisse encore la possibilité de créer des institutions nouvelles de ce type. Quant à savoir si la création d'une CCG dans le cadre de la Ville de Genève n'impliquerait pas une modification de la LAC, c'est une question sérieuse à se poser. A-t-on, oui ou non, la possibilité légale de le faire? A côté de ces deux premiers points à examiner de près, il y a encore deux ou trois questions à se poser. Le projet d'arrêté prévoit, dans son article 2, que les membres de la CCG peuvent ne pas être des conseillers municipaux. Cet article peut poser problème par rapport à ce qui est inscrit dans l'article 10 de la LAC. Il conviendrait en outre de réfléchir sur l'article 3 du projet d'arrêté sur le pouvoir d'autosaisine. Il faut, en effet, examiner s'il y a une marge d'interprétation. L'article 17 de la LAC risque également de poser problème. Ce règlement doit être approuvé par le Conseil d'Etat, ce qui implique de passer par une procédure particulière. M^{me} Matthey-Doret précise que la création d'institutions n'est pas prévue dans l'article 17 de la LAC. Il conviendrait donc d'examiner si la création d'une commission de contrôle de gestion pourrait entrer dans ce règlement-là, car il règle les procédures de délibération. M. Cramer ajoute qu'il faudrait peut-être faire un règlement ad hoc. De son point de vue, avec les points soulevés ci-dessus, on a

fait plus ou moins le tour des problèmes qui se posent. En conclusion, le magistrat dit qu'il ne peut pas affirmer que la création d'une commission de contrôle de gestion est totalement illégale, car ce n'est pas le moment de le dire. En effet, il faut tout d'abord procéder à une expertise juridique.

Un commissaire affirme ne pas voir où est la difficulté pour certains des points soulevés. Il ne voit pas où est le problème juridique à contourner, car le Conseil municipal n'est pas le même organe législatif que le Grand Conseil.

M. Cramer relève que la difficulté provient de la LAC, qui précise qui fait quoi. Dans cette perspective, il se demande s'il y a encore place pour créer cette commission de contrôle de gestion.

Le commissaire affirme que la création de la commission ad hoc Agenda 21 n'a posé de problème à personne. Au Conseil municipal, on procède à des créations de commissions ad hoc, notamment celle du Casino. Il se demande ce que la commission de contrôle de gestion a de particulier qui fait que l'on devrait revoir la LAC. D'autre part, il aimerait savoir à qui la commission des finances pourrait demander cet avis de droit.

M. Cramer répond qu'il faut mandater un juriste, mais il dit ne pas connaître le budget de la commission. Il sait toutefois que la Ville dispose d'un grand nombre de juristes.

Le commissaire dit alors qu'il aimerait bien savoir comment cela se passe concrètement.

M. Cramer répète qu'il se trouve dans une situation délicate, car la commission lui demande de s'exprimer sur un objet avant que ce soit le moment. S'il était là de manière informelle, il pourrait éventuellement dire que ce projet risque d'être voué à l'échec puisqu'il envisage un mode de contrôle qui n'est pas prévu par la LAC. En sa qualité de conseiller d'Etat, il affirme néanmoins qu'il interprétera au mieux le projet, dans le but de pouvoir recommander au Conseil d'Etat de l'accepter.

Un autre commissaire regrette ces propos du magistrat. Si la commission demande un avis de droit, elle pourra se rendre compte qu'un juriste dira quelque chose et un autre dira autre chose. Il peut en effet y avoir autant d'avis que de mandataires. Selon lui, cela ne vaut pas grand-chose de vouloir mener l'exercice jusqu'au bout sans savoir si cela a une chance d'aboutir ou non. A part cela, il n'a plus tellement de questions à poser, car il se dit surpris par la tournure que prend la discussion.

M. Cramer se dit à son tour extrêmement surpris par cette réaction. Le magistrat relève qu'il a mentionné les quatre problèmes à résoudre et qu'il a recom-

mandé à la commission de s'adresser à un juriste pour savoir si cela vaut la peine d'aller plus loin. Il répète qu'il ne peut pas se prononcer en l'état et que c'est la commission elle-même qui doit faire une partie du travail.

Un commissaire dit admettre qu'il y a quelques points à clarifier, mais estime que le premier argument est plus un problème politique que juridique. On peut décider si une grande commune comme la Ville de Genève peut avoir besoin ou non d'une commission de contrôle de gestion, mais c'est là une décision politique à prendre. Cela lui paraît compliqué de commencer le travail si, politiquement, la commission ne peut pas être entendue. Autre aspect: il aimerait savoir quel regard le Conseil d'Etat, en tant qu'exécutif, a sur le rôle de la CCG.

M. Cramer répète que le problème consiste à savoir si, au sein de la LAC, il y a la place pour créer de nouvelles institutions ou pas. Quant au rôle de la CCG, le magistrat dit que, en sa qualité de conseiller d'Etat rapporteur pour des questions liées aux droits politiques, c'est une modification de la législation qu'il avait soutenue. Le Conseil d'Etat avait même aidé le Grand Conseil à mettre sur pied la CCG. A son avis, la CCG est une institution utile. Il mentionne que lorsqu'il y eut la crise au sein de la Fondation des parkings, il a lui-même pu être entendu par la CCG, ce qui a été fort utile. Le fait d'avoir eu ce lieu de communication entre le Conseil d'Etat et le Grand Conseil a eu pour conséquence qu'il n'y a pas eu une seule interpellation sur cette question, ni une seule motion déposée. Cette crise a donc pu être gérée dans les meilleures conditions possibles.

Un commissaire prend alors la parole pour relever le caractère atypique de la Ville de Genève dans le canton, puisqu'elle a un pouvoir exécutif et un pouvoir délibératif. Sur le plan technique, il y a un besoin d'améliorer le fonctionnement de l'Etat. Y a-t-il possibilité d'appuyer cette forme de mécanisme qui fonctionne déjà au niveau du canton?

M. Cramer dit qu'en principe, dans la LAC, les systèmes sont identiques. Il faut savoir quelles seraient les attributions exactes de la commission de contrôle de gestion. Il faut se demander ce qu'on veut et ce qu'on a le droit de faire, puis faire coïncider les deux choses, si c'est possible.

Un commissaire relève que, selon l'article 10 de la LAC, rien n'empêche qu'un contrôle de gestion soit considéré comme une commission. L'article 30 de la LAC n'indique pas les moyens pour y parvenir, mais n'en exclut aucun. Quant à l'article 73 de la LAC, dans le chapitre 3, rien n'empêche d'ajouter un alinéa qui disposerait que la Ville de Genève peut avoir une commission de contrôle de gestion.

M. Cramer fait remarquer que cette petite modification est tout de même une modification de la loi.

Le commissaire poursuit en rappelant qu'il n'est nulle part dit que la LAC ne pourra jamais être modifiée.

M. Cramer admet que, si on change la loi, la réponse sera alors différente. Selon lui, le problème, ce n'est pas une question de nom, mais plutôt de fonction précise de cette commission de contrôle de gestion.

Discussion générale (10 décembre, 27 janvier, 4 février, 24 février, 2 mars et 16 mars 2004)

Une commissaire déclare que l'audition de M. Cramer lui a permis de constater que la création d'une commission de contrôle de gestion est très problématique. Il propose donc qu'un juriste du Secrétariat général de la Ville jette un coup d'œil sur ce projet d'arrêté et fasse savoir à la commission ce qui empêcherait de créer une telle commission de contrôle de gestion. Elle aimerait en effet être au clair sur les difficultés juridiques auxquelles on peut être confronté avant d'aller plus loin dans la démarche.

Un autre commissaire pense qu'il ne faut pas s'arrêter tout de suite. Il est favorable à l'audition d'un juriste ou à la demande d'un avis de droit, mais à qui? Il n'est pas sûr que ce soit judicieux de faire appel au juriste du Secrétariat général. Pour sa part, il pencherait plutôt pour faire appel à quelqu'un de l'extérieur.

Un commissaire dit qu'il a beaucoup réfléchi au problème réglementaire depuis l'audition de M. Cramer. Il mentionne notamment que l'article 121 du règlement du Conseil municipal donne une liste exhaustive des commissions parlementaires, dans laquelle ne figure pas une commission de contrôle de gestion. Il conviendrait donc de modifier ce règlement. Cela demande l'approbation du Conseil d'Etat, et on ne sait pas si cela sera accepté ou non. La problématique est de savoir si l'instauration d'une commission de contrôle de gestion tombe sous les multiples sous-chapitres des articles 30 ou 30a de la LAC. Ainsi, avant de solliciter un avis de droit, il se demande si la commission ne pourrait pas demander un avis informel sur la question. Il propose de revenir sur cet objet au mois de janvier et de décider dans quelle direction aller, en toute connaissance des risques encourus.

Un autre commissaire rejoint la prudence préconisée par son préopinant. Pour sa part, il se dit en faveur d'un avis de droit neutre et extérieur, afin que celui-ci ne fasse l'objet d'aucune influence.

Un troisième commissaire dit souscrire à la proposition faite, mais s'oppose à l'idée de demander un avis de droit à l'extérieur. Il affirme que si l'on doit se dire qu'il faut demander un avis de droit à l'extérieur, par peur qu'un juriste de

l'intérieur puisse se faire influencer, c'est grave. Il relève que, comme on l'a vu à plusieurs reprises (notamment en ce qui concerne la Fondetec), un avis de droit est très personnel. Elle ne voit donc pas l'utilité de mandater quelqu'un à l'extérieur.

Un autre commissaire fait remarquer qu'il y a deux types d'avis de droit. D'une part, un avis basé sur une explication complexe, qui donne un résultat objectif. D'autre part, un avis où l'interprétation prend une grande importance. Le mandat de l'avis que la commission demanderait ne pourrait pas être confié à un juriste de l'intérieur, car ce dernier n'est pas indépendant, puisqu'il est employé de la Ville. Il ne pourrait donc agir que dans le respect des obligations de son contrat de travail. Ce juriste n'est donc pas à la disposition de la commission des finances comme juriste indépendant. Ainsi, si la commission veut avoir un avis de droit formel, elle doit le demander à l'extérieur.

Le président a l'impression que la majorité de la commission est d'accord avec la proposition, c'est-à-dire d'attendre le début de l'année 2004 pour demander un avis de droit informel, avant d'aller plus loin dans la démarche.

La commission accepte cette proposition.

Un commissaire pense qu'il faut aller de l'avant; la commission a un rôle à jouer et il faut lui en donner les moyens.

Un autre commissaire, au nom de son parti, est également de cet avis. Il est important que le Conseil municipal soit doté de structures pour travailler correctement. Cet outil supplémentaire serait le bienvenu.

Un autre commissaire est également en faveur de la création d'une telle commission; il émet néanmoins des réserves quant au statut des personnes appartenant à cette commission, comme mentionné à l'article 2 du projet d'arrêté.

Un commissaire explique que les radicaux trouvent également nécessaire la mise sur pied de cette commission. Il pense qu'adopter ce projet d'arrêté est d'une certaine manière, à brève échéance, se poser la question du fonctionnement global du Conseil municipal, car on en voit déjà les limites en termes de capacités temporelles.

Un nouveau commissaire dit qu'il aimerait résoudre quelques questions qu'il trouve impératives concernant cette commission de contrôle de gestion: l'article 4 du projet d'arrêté dispose que celle-ci pourra mandater des experts, mais d'où proviendront les sommes d'argent nécessaire à cela? Ensuite, les objectifs de la commission de contrôle de gestion ne sont pas précisés. Celle-ci, est-elle différente des autres commissions, a-t-elle un pouvoir particulier, un esprit de travail différent?

Un commissaire explique qu'aux niveaux cantonal et fédéral, les commissions de contrôle de gestion ne sont pas des commissions d'enquête mais cherchent l'exemplarité pour l'ensemble de l'administration, donnent des principes pour que la gestion des affaires dans le canton soit plus simple. On dit qu'il ne sera pas possible de mettre tout ça dans le projet d'arrêté. D'autant plus que la commission sera peut-être créée dans plusieurs années.

Une commissaire est d'accord avec la proposition. Elle pense qu'il ne faut pas se contenter de voter une structure mais il faut également s'interroger sur le sens de cette structure. Les buts et les objectifs doivent être formulés clairement dans le projet d'arrêté. Elle pense que la commission ne doit pas abandonner un projet à moitié fini.

Un autre commissaire pense que l'on peut ajouter un article qui explicite les principes de cette commission, mais il doit être simple. Il pense que la commission ne doit pas aller trop en avant, car elle risque de restreindre le champ d'action de la commission de contrôle de gestion.

Un commissaire aimerait, en outre, savoir ce que l'on va demander à la commission de contrôle de gestion de rendre. Au niveau fédéral, celle-ci rend des recommandations, qui parfois peuvent être contraignantes, car elle se définit comme un instrument de dialogue; elle parle avec l'exécutif, le rend attentif à certaines choses. Et lorsque ces recommandations demandent des choses explicites à l'exécutif, celui-ci doit lui transmettre un rapport sur leur avancement.

Un autre commissaire soutient la création de cette commission et pense qu'ils peuvent se satisfaire de ce qui figure dans le projet d'arrêté. C'est un organisme qui est une valeur ajoutée et la démarche de sa création doit être faite en plusieurs étapes. Il y a des contraintes légales à observer, par exemple. Pour lui, la commission doit se prononcer sur le projet d'arrêté et, éventuellement, énoncer les objectifs de la commission de contrôle de gestion, mais elle doit en rester là. L'objet sera ensuite revu au Conseil administratif pour en discuter sur des bases plus concrètes. Le commissaire pense que si la commission donne maintenant le signal qu'elle veut un produit fini, elle va le perdre. Tous les détails qu'elle ajoutera au projet d'arrêté vont donner lieu à un débat sur ceux-ci plutôt que sur le fond. Il faut voter maintenant et repenser le travail dans un second temps.

Un commissaire se demande alors quand aura lieu ce second temps. Il pense qu'ils ne peuvent pas laisser le Conseil administratif faire ça; celui-ci risque de le voir seulement comme un objet de contrôle supplémentaire sur son travail. Il propose de formuler différentes propositions sur les objectifs et la nécessité de créer cette commission, et de les présenter lors d'une prochaine séance à la commission.

Un autre commissaire propose de mettre dans l'arrêté un article qui dispose que le règlement d'application de la commission, une fois créée, devra être renvoyé à la commission du règlement. Il souligne d'autre part que le fait de la création de cette commission est loin d'être acquis.

Un autre commissaire pense que, si tous les commissaires ont vraiment envie que la commission de contrôle de gestion se crée, ils doivent rajouter trois articles concernant les objectifs, ses méthodes de travail ainsi que ce dont elle doit rendre compte au plénum et au Conseil administratif. Il faut montrer ce que l'on attend de cette commission.

Un commissaire pense que, si le projet d'arrêté est voté, on ne reviendra pas forcément automatiquement dessus. Puisque la commission en est l'instigatrice, elle doit aller jusqu'au bout.

Un commissaire est partagé entre la volonté d'affirmer le fait que la commission veut cet organe en le votant rapidement, et la nécessité de clarifier les propos du Conseil administratif à la lumière des propositions que l'on fera. Il ne veut en tout cas pas que cette volonté s'étiolle autour de débats.

Un commissaire pense que, si un complément est apporté, il doit se limiter à des lignes générales.

On rappelle alors que le Conseil administratif n'a et n'aura pas son mot à dire; le projet d'arrêté, une fois voté par le Conseil municipal, sera ratifié ou non par le Conseil d'Etat, puis intégrera selon la décision prise le règlement du Conseil municipal.

Le président propose de retenir l'offre faite et laisse au commissaire jusqu'à la fin de février 2004 pour formuler différentes propositions.

A ce moment-là, le commissaire concerné dit qu'il n'a pas travaillé comme il aurait dû, mais qu'il a quand même fait une partie. Il y a passablement de questions qui se posent, sauf si la commission souhaite voter le projet d'arrêté tel quel. Il rappelle ensuite les débats qui ont eu lieu. Pour sa part, il maintient l'idée que l'on devrait avoir des discussions sur certains points. Il précise qu'il n'a pas fait ce travail pour ralentir le vote de la proposition. On peut tout d'abord se demander ce que contrôle la commission de contrôle de gestion. Elle exerce un contrôle politique sur l'exécutif, sur les services de l'Etat (l'administration), mais l'exerce-t-elle sur les fondations de droit public, sur les organismes publics et subventionnés? Si on veut contrôler, il est important de savoir ce que l'on doit contrôler.

Un autre commissaire pense qu'il est difficile de répondre sur ce point. Les fondations de droit public ne sont-elles pas déjà soumises à la surveillance des

fondations? Pour les subventionnés de droit public ou de droit privé, le contrôle doit être affiné. Un contrôle sur l'utilisation de la subvention est quelque chose de plus proche de ce qu'on pourrait imaginer. On ne peut pas dire de manière générale «contrôle sur les subventionnés» de droit public ou privé.

Un commissaire va dans le sens du préopinant. L'ICF contrôle déjà ces institutions. D'autre part, il ne faut pas aller au niveau de ces subventions, car cela pourrait être un peu délicat à ses yeux.

On cite l'affaire de la Maison de quartier de Champel. On a traité ce problème pendant des mois et des mois, mais il y avait toujours des choses peu claires. Un commissaire rappelle brièvement ce qui s'est passé. La maison de quartier a été inutilisable dans son rôle premier, car son but et la subvention avaient été détournés. A son avis, une commission de contrôle de gestion aurait pu s'investir dans une telle affaire.

Un commissaire dit qu'il n'invente pas ces lieux de contrôle; ce sont ceux qu'on retrouve au niveau fédéral et au niveau cantonal. Le travail d'une ICF et d'une CCG est complémentaire. La CCG est saisie par le Grand Conseil, elle reçoit tous les rapports de l'ICF et tous les rapports de l'organe qui contrôle les fondations. C'est soit un contrôle financier, soit un contrôle de légalité. En fait, on regarde si l'organisme en question poursuit toujours les buts pour lesquels il a été créé. La CCG se nourrit du travail fait par l'ICF; elle peut la mandater pour aller faire un contrôle, mais la nature du contrôle est différente. Le contrôle d'une CCG est un contrôle politique, et non pas financier.

Un commissaire dit ne pas savoir très bien quelle définition donner au terme «contrôle politique», notamment lorsqu'on parle de subventionnés, que ce soit de droit public ou de droit privé.

Un autre commissaire pense qu'il faut d'abord s'entendre sur les principes, puis voir quelle méthode on veut utiliser et quel niveau de contrôle on veut appliquer. On verra alors que certaines choses doivent être éliminées.

Un commissaire dit qu'il y a des contrôles financiers sans jugement de valeur. Dans ces contrôles, on va dans le détail, puis on regarde la légalité. Il y a donc un double contrôle: sur la légalité et sur l'aspect comptable de la gestion des deniers publics. Il y a aussi le contrôle direct, le contrôle de l'exécutif sur les services de l'administration, et le contrôle indirect. Autre pouvoir de contrôle: le contrôle des fractions politiques. En outre, les commissions de contrôle de gestion sont souvent en rivalité avec les commissions des finances. Les commissions de contrôle de gestion exercent le principe de la haute surveillance. Elles sont saisies d'un objet dont c'est l'exemplarité du cas qui est intéressant. Son étude n'est pas forcément une étude de sanction, mais il s'agit de voir quelles sont les procédures

appliquées; c'est donc une analyse de fonctionnement. Quand on a terminé l'enquête, on doit dire comment on veut que ce soit modifié. C'est donc un contrôle politique.

Un autre commissaire se pose la question du contrôle des subventionnés. Il se fait à travers l'exécutif, donc au niveau des comptes. Au niveau politique, l'exécutif fait son contrôle. Il établit des objectifs à atteindre, un cahier des charges. Ce qui l'intéresse, ce sont les agissements de l'administration publique par rapport aux subventionnés. Pour sa part, il abonderait dans le sens que cette commission de contrôle de gestion reste plus centrée sur l'exécutif, l'administration et éventuellement les fondations.

Un commissaire pense qu'une commission de contrôle de gestion ne peut contrôler que ce qu'elle maîtrise, c'est-à-dire des choses pour lesquelles on vote un crédit.

Un commissaire remercie pour les explications données, mais il dit être conforté dans l'idée que les types de contrôle sont différents selon les personnes auxquelles ils s'adressent. Pour les subventionnés, si les choses ne fonctionnent pas comme prévu, il y aura suppression de la subvention. Pour l'administration, le contrôle est différent. Il lui semble important de définir catégorie par catégorie les types de contrôle que l'on souhaiterait faire. Il y a donc un affinage à apporter dans le texte.

Le président demande à la commission ce qu'elle veut faire.

Un commissaire dit qu'il y a beaucoup d'autres choses à discuter. Il propose que le document rédigé par son collègue soit photocopié puis remis aux commissaires, afin qu'ils puissent en discuter dans leurs groupes respectifs et le reprendre point par point.

Le commissaire concerné fait savoir que son document n'est pas terminé. La commission remet donc à une séance ultérieure la suite de ses travaux, au cours de laquelle le commissaire chargé d'élaborer le document prévu le produira.

Un commissaire relève que le travail a été bien fait, de façon systématique. Il a cependant une question technique. Sous la question «Quels principes guideront la commission dans son travail?», qu'est-ce que cela veut dire concrètement? S'agit-il de recommandations ou d'obligations?

Le commissaire rédacteur du document dit que, traditionnellement, toutes les commissions de contrôle de gestion émettent des recommandations. Ensuite, l'exécutif rédige un rapport de gestion, dans lequel il est question des recommandations, et dans lequel il dit ce qu'il a fait et ce qu'il n'a pas fait. Il justifie sa position et explique pourquoi il n'a pas suivi telle ou telle recommandation. Souvent,

les recommandations portent soit sur un objet modifiable rapidement, soit sur un objet modifiable uniquement à terme. Les recommandations ne sont pas impératives dans le sens qu'elles ne disent pas qu'il faut procéder de telle ou telle manière.

Un commissaire dit que c'est un choix qu'il faudra faire en interne, car ce sera entre le Conseil municipal et l'exécutif. Il est vrai que ces recommandations ne peuvent pas être impératives; cependant, l'exécutif se sentira-t-il obligé ou non? Il faut également voir si on veut se garantir un aspect du suivi. Pour sa part, il souhaite qu'il y ait une notion d'obligation.

Un autre commissaire tient à saluer le travail fait par son collègue, car il est très clair et démonstratif. C'est une bonne base de discussion. Il aurait toutefois, à première lecture, plusieurs autres points à ajouter, notamment qualité ou non-qualité du travail de la commission de contrôle de gestion, composition de la commission de contrôle de gestion. Tout cela doit être clarifié. Il suggère que la commission consacre une séance à travailler à partir de ce document.

Un commissaire relève que, si on donne des mandats externes, il faut les payer, ce qui veut dire que cette commission ne pourra pas travailler sans un appui administratif et scientifique. Rien que pour la rédaction du mandat, il voit mal qui le ferait et il pense qu'il faudrait avoir une personne pour cela. Quant à la confidentialité des débats, aux notes de séance, etc., cela n'a pas de sens à ses yeux que ces points figurent dans un projet d'arrêté.

Pour répondre à cette question, un commissaire dit que l'on pourrait ajouter un article prévoyant que le fonctionnement de cette commission est régi par un règlement éventuellement annexé au projet d'arrêté. Ce sont les juristes qui pourront éclairer la commission sur la façon de procéder.

Un commissaire relève que la commission des naturalisations a quelques articles qui lui sont exclusivement réservés au sein du règlement du Conseil municipal. Pourrait-on faire la même chose pour la commission de contrôle de gestion?

Un commissaire souhaite souligner la qualité du travail effectué. Il remercie le commissaire concerné d'avoir planché là-dessus et d'avoir fourni un document concret. Cependant, le document remis souligne un certain nombre de points d'interrogations. Deux possibilités se présentent pour avancer dans le travail. Premièrement, sur la base du document, essayer de supprimer les points d'interrogation, afin d'avoir un document répertoriant la philosophie de base de la commission de contrôle de gestion. Cela pourrait se faire relativement facilement, car on devrait pouvoir arriver à un consensus. Deuxièmement, rédiger un règlement de la commission. Sur ce point, le commissaire doute fort que cela puisse se faire

encore rapidement. En effet, si on parle de règlement, il s'agit d'un travail juridique, et il faut aller jusqu'au fond des choses. C'est un travail ambitieux et lourd, et la commission n'est pas composée de juristes administratifs spécialisés dans la rédaction de règlements de ce type. En fait, l'idée est de dire qu'il s'agit d'une nouvelle commission du Conseil municipal. Les commissions existantes n'ont pas de règlement spécifique, Ainsi, le souci de donner un certain nombre de lignes directrices à cette commission peut être satisfait par un document de principes directeurs, sans avoir besoin d'un règlement. Ce commissaire privilégie donc la voie du document synthétique donnant les lignes directrices.

Un commissaire demande s'il verrait une partie de ces éléments introduits dans le projet d'arrêté.

Le commissaire répond qu'il pourrait y avoir un document annexé.

Un autre commissaire déclare qu'il a le souci de ne pas faire le travail à moitié. Si on annexe ce document au rapport, les personnes qui siègeront, lorsqu'elles devront établir un règlement, auront déjà une partie du travail de fait. Elles pourront alors s'occuper de la suite. C'est pourquoi il serait souhaitable d'annexer ce document au rapport, puis de voir si la commission de contrôle de gestion peut être créée ou non.

Un autre commissaire essaie de se souvenir de ce qu'a dit le Conseil d'Etat. Il se demande si, pour avoir des chances que cette commission de contrôle de gestion puisse exister, il faut répondre aux questions ou, si la commission n'y répond pas, il ne vaut peut-être pas mieux attendre qu'on renvoie des questions à la commission. Si le document n'est pas assez performant, cela n'ira pas.

Un commissaire dit que son parti partage les avis exprimés. Il faut dire qu'il est créé une commission de contrôle de gestion du Conseil municipal qui, dans son fonctionnement, respecte les principes énoncés dans le document. A son avis, on se doit d'affirmer certains principes sur ce qu'on doit traiter, la manière de le faire, etc. Libre à la commission de contrôle de gestion de se créer ensuite un règlement si elle le juge utile.

Un commissaire s'interroge. Sous «Quels principes guideront la commission dans son travail?», il aimerait savoir ce que recouvre l'exemplarité dans le fonctionnement de la commission. Sous «Quels rapports entre la commission, l'exécutif et l'administration», il est fait mention «d'apprentissage réciproque». Cela ne semble pas tout à fait aller dans le sens que l'on voit pour la commission. Cependant, c'est plutôt des aspects de langage. Sous «Quels principes guideront la commission dans ses activités de contrôle?», il conviendrait d'ajouter un point: «Bon usage des fonds publics». Sous «Fonctionnement de la commission», il ne voit pas de difficulté majeure qui empêcherait de donner des mandats externes.

Un commissaire dit que son parti aimerait que les conclusions des travaux de cette commission figurent sous forme de recommandation.

Un autre commissaire aimerait qu'on puisse réécrire le paragraphe des rapports entre la commission, l'exécutif et l'administration. A son avis, il ne faut pas mettre de phrase négative: «La commission a pour but de faire avancer...» Dans «Principes qui guideront...», le «bon usage» est compris dans «efficience». Cela lui semble plus objectif que le terme «bon usage des fonds publics». L'un fait partie de l'autre, il n'est donc pas d'accord de le rajouter.

Un commissaire est d'accord avec la première modification. Pour la seconde, il prend l'exemple d'un crédit qui serait demandé pour un bâtiment pour des danses folkloriques. Puis on s'aperçoit que tout l'argent n'a pas été utilisé pour ce but précis. Selon lui, cela ne couvre pas forcément le fait de savoir si les fonds publics ont vraiment été utilisés pour un but précis. Il n'est pas convaincu que le terme «adéquation des moyens» corresponde à ce qu'il a donné comme exemple.

Un commissaire relève que l'exemple donné par le commissaire précédent se trouve dans le premier principe «légalité». S'il y a détournement de fonds, ce n'est pas à la commission de contrôle de gestion de faire l'enquête. En aucun cas celle-ci n'est saisie d'une enquête policière.

Un commissaire distingue plusieurs questions. Sur le contenu, il y a un problème avec «les fondations de droit public». Est-ce respectueux de la légalité de le mettre? Il faut enlever l'«Etat» et parler de la «Ville». Il se dit satisfait que l'on ait enlevé «apprentissage réciproque». Il souscrit à l'idée d'enlever «bon usage des fonds publics», mais ajouterait la précision que les rapports doivent être publics. Dans le fonctionnement, il pense qu'il doit y avoir la possibilité de diffuser, d'organiser une conférence de presse, au nom de la commission. En outre, la question de l'autosaisine n'est pas réglée. Pour sa part, il remettrait cette notion dans le fonctionnement de la commission de contrôle de gestion, par esprit de clarté. En outre, il aimerait soulever une question restée ouverte: une commission comme celle-là ne peut pas fonctionner sans un appui administratif. Quid des moyens? Pour ce qui est du remplacement en commission (les commissaires peuvent-ils se faire remplacer?), cela doit être précisé dans le fonctionnement.

Un commissaire fait remarquer, quant au «bon usage des fonds publics», que la notion n'est pas entièrement recouverte. Cela devrait donc figurer en toutes lettres, même si c'est entre parenthèses.

Un autre commissaire revient sur la question du vote. Quand la commission a auditionné M^{me} Leuenberger, cette dernière a beaucoup insisté sur le consensus qui devait prévaloir au sein des travaux de la commission. C'est très important de

garder ce principe dans le travail de la commission de contrôle de gestion, car ce n'est pas une commission comme les autres. C'est un principe qui doit être fixé de façon assez claire, l'intérêt étant que l'on puisse avancer ensemble.

Un commissaire a apprécié l'audition de M^{me} Leuenberger, car celle-ci a parlé de la bonne ambiance et de l'absence de clivage gauche-droite. On doit pouvoir arriver à ce consensus de manière intelligente. Pour sa part, il continue à croire que le bon sens et le raisonnable l'emportent. Il tient à souligner qu'il souhaite que cette commission de contrôle de gestion puisse voir le jour, car il est convaincu qu'il y a beaucoup à faire en la matière dans une administration comme celle de la Ville de Genève.

Un autre commissaire propose de retirer le principe «bon usage des fonds publics». Il propose d'ajouter «et usage» à l'intérieur de la parenthèse qui suit «efficience». Quant au texte à l'intérieur du règlement du Conseil municipal, il fait remarquer qu'après avoir entendu M. Cramer et M^{me} Matthey-Doret il n'a rien compris à ce qu'ils ont essayé de dire à la commission. Les juristes, quant à eux, ont l'air de dire que cela pourrait passer. Pour ce qui est de la règle du consensus, il comprend les partisans de la règle de l'unanimité. Cependant, si on s'en tient à un strict consensus, il suffirait qu'il y ait une personne qui dise qu'elle n'est pas d'accord pour paralyser le tout. C'est précisément pour ne pas paralyser la commission qu'il propose une modification concernant les décisions.

Un commissaire partage l'avis du préopinant sur ce point. En ce qui concerne la publicité des rapports, il relève qu'on n'a pas évoqué le fait que la commission de contrôle de gestion doive rendre un rapport par objet ou annuel. Il suggère donc d'ajouter, sous «Fonctionnement de la commission»: «La commission rend un rapport annuel qui est destiné au Conseil municipal.» Pour sa part, il n'est pas favorable à ce qu'on rentre dans le processus du règlement. Il faut affirmer la volonté de la commission des finances de créer une commission de contrôle de gestion, et en définir les principes directeurs. Il ne faut pas entrer dans un travail de règlement, selon lui.

Un commissaire dit qu'il est évident que la commission de contrôle de gestion fonctionnera comme une autre commission. Cela se retrouve dans les principes éthiques. Quant aux rapports, il est important de ne pas les rendre publics rapport par rapport. Le rôle de la commission est d'être un outil d'aide au fonctionnement de l'administration. La commission devrait donc se contenter de publier un rapport annuel.

Un autre commissaire dit qu'il a un problème avec le règlement. Il lit l'article 129 du règlement du Conseil municipal. Si on ne précise pas que la commission de contrôle de gestion a un règlement particulier, il faudra mettre des explications supplémentaires dans cet article. Il serait donc plus simple de rédiger quelques articles pour préciser un certain nombre de points.

Un commissaire entend soulever deux points: l'autosaisine et le règlement. Si l'autosaisine figure dans l'arrêté et dans l'article du règlement, il n'y a pas de problème, de son point de vue. En ce qui concerne le règlement, la plus grande partie des principes énumérés ici n'ont que peu à faire avec le règlement. Il n'y a certainement pas besoin d'intégrer la totalité de ces principes directeurs. Il faudrait en outre trouver un article pour le remplacement des commissaires.

Un autre commissaire aimerait insister sur un ou deux points. Quand on parle du fonctionnement de la commission de contrôle de gestion, il est convaincu qu'il faut prévoir un appui administratif.

Un commissaire pense qu'il y a une porte de sortie dans cet imbroglio. Il faut, selon lui, faire la liste de tous les points qui dérogent au règlement: non-remplacement, autosaisine, rapport annuel. Ensuite, ces points pourraient faire partie d'une mention particulière dans le projet d'arrêté.

Le président suggère d'essayer de se mettre d'accord sur cela, puis de voir ce qu'il faut mettre dans le projet d'arrêté. Il propose de reprendre tous les points et de se mettre d'accord.

Vote (23 mars 2004)

Mise aux voix, la suppression de la mention des fondations de droit public est acceptée par 6 oui, 7 abstentions.

Modifier la phrase: «La commission a pour but de faire avancer le débat démocratique et souscrit au principe de transparence des activités de la Ville de Genève.» La commission est d'accord.

Supprimer la phrase: «Le principe des décisions...» La commission est d'accord.

Sous «Efficience», dans la parenthèse, ajouter «et usage». La commission est d'accord.

Ajouter: «Publicité du rapport annuel.» La commission est d'accord.

Dans «Fonctionnement de la commission», modifier la deuxième ligne: «Les débats et les notes de séance sont confidentiels.» La commission est d'accord.

Ajouter: «La commission de contrôle de gestion établit chaque année un rapport qu'elle adresse au Conseil municipal.» La commission est d'accord.

Ajouter: «La commission a un pouvoir d'autosaisine.» La commission est d'accord.

Ajouter: «Les membres de la commission ne peuvent pas se faire remplacer occasionnellement.» La commission est d'accord.

Ajouter: «La commission est dotée d'un appui administratif.» La commission est d'accord.

Il semble alors y avoir consensus sur ce document, mais le président propose un vote formel.

Mis aux voix, le document modifié sur les principes directeurs de la CCG est accepté par 12 oui (2 UDC, 3 L, 1 R, 1 DC, 2 S, 2 Ve, 1 AdG/SI) et 1 abstention (T).

(Le document est donc libellé dans les termes de l'annexe 1.)

M. Kaplun fait remarquer que, pour le projet d'arrêté, on supprime les articles 2 et 3. L'article 4 initial devient l'article 2 nouveau, et on ajoute un nouvel article 3: «La commission de contrôle de gestion est régie par les principes directeurs annexés au présent arrêté.»

Le président propose de passer au vote.

Mis aux voix, le projet d'arrêté PA-37 amendé est accepté par 11 oui (2 UDC, 3 L, 1 R, 1 DC, 2 S, 2 Ve) et 2 abstentions (1 T, 1 AdG/SI).

Le texte des articles du projet d'arrêté est donc le suivant:

PROJET D'ARRÊTÉ AMENDÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 147 du règlement du Conseil municipal,

arrête:

Article premier. – L'article 121 du règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève est complété comme suit:

«Les commissions permanentes sont les suivantes:

(...)

– commission de contrôle de gestion;

(...»

Art. 2. – La commission de contrôle de gestion a le droit de demander directement les renseignements et documents qu'elle juge utiles aux services ou entités subventionnées, et elle peut mandater des experts.

Art. 3. – La commission de contrôle de gestion est régie par les principes annexés au présent arrêté.

Annexes:

- Principes de fonctionnement de la commission de contrôle de gestion du Conseil municipal de la Ville de Genève
- Règlement du Service du contrôle financier de la Ville de Genève (LC 21 191)

Note du rapporteur. Les rapports annuels successifs de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil ont été mis à la disposition de la commission des finances dans le cadre de l'étude de cet objet. Par souci d'économie de papier, l'auteur de ces lignes a renoncé à annexer ces volumineux documents au présent rapport; il invite toutefois le lecteur à se rendre sur les pages du Grand Conseil sur le site de l'Etat de Genève (www.geneve.ch) pour prendre connaissance desdits rapports, dont l'accès est bien évidemment public.

ANNEXE1

Principes de fonctionnement de la commission de contrôle de gestion du Conseil municipal de la Ville de Genève

1. Principes directeurs

La commission de contrôle de gestion (ci-après la commission) exerce un contrôle auprès de:

- l'exécutif;
- l'administration;
- les organismes privés ou publics subventionnés.

En cela, elle assume la responsabilité du Conseil municipal dans sa fonction d'autorité de surveillance. On parle, ici, du principe de haute surveillance, par opposition au contrôle parlementaire «normal».

2. Principes qui guideront la commission dans son travail

- Exemplarité (les cas d'espèce ont une valeur d'exemple).
- Opportunité de parvenir à mener le contrôle.

3. Rapports entre la commission, l'exécutif et l'administration

Pour mener à bien sa mission, la commission travaille dans un esprit de dialogue avec l'exécutif et les divers services de l'administration. Elle veille à instaurer un processus de communication qui garantisse une amélioration des prestations fournies par la commune ainsi qu'un fonctionnement toujours plus satisfaisant des services. La commission a pour but de faire avancer le débat démocratique et souscrit au principe de transparence des activités de la Ville de Genève. La commission est, dans son étude des objets, guidée par un esprit de consensus (dans le choix des objets à traiter et des recommandations émises). Les recommandations, à l'adresse du Conseil administratif, ne sont pas d'un caractère impératif, mais obligent l'exécutif à justifier des décisions qui s'en écarteraient.

4. Principes qui guideront la commission dans ses activités de contrôle

- Légalité.
- Cohérence entre la décision et son exécution.

- Efficience (adéquation et usage des moyens mis en œuvre en regard de l'action).
- Efficacité (le but est-il atteint?).
- Publicité du rapport annuel.

5. Fonctionnement de la commission

- La commission peut donner des mandats externes.
- Les débats et les notes de séances sont confidentiels.
- La commission de contrôle de gestion établit chaque année un rapport qu'elle adresse au Conseil municipal.
- La commission a un pouvoir d'autosaisine.
- Les membres de la commission ne peuvent pas se faire remplacer occasionnellement.
- La commission est dotée d'un appui administratif.

**Règlement du Service du
contrôle financier de la Ville de
Genève**

LC 21 191

du 7 octobre 1980

(Entrée en vigueur : 7 octobre 1980)

Teneur au 7 octobre 1980

**Chapitre I Position et organisation du Contrôle
financier**

Art. 1 Position du Contrôle financier

Le Service du contrôle financier, ci-après le Contrôle financier, est un organe administratif chargé de la surveillance financière de l'administration municipale, des sociétés et institutions subventionnées par la Ville de Genève. La responsabilité des chefs de service dans ce domaine demeure réservée.

Il accomplit sa mission d'une façon autonome et indépendante dans les limites des prescriptions légales.

Ce service dépend administrativement du Conseil administratif.

Art. 2 Organisation

Le Contrôle financier comprend : une direction, des contrôleurs et le personnel nécessaire à l'accomplissement de sa tâche.

Ces fonctionnaires doivent être assermentés.

Le directeur est responsable de l'organisation du service et de la bonne marche des opérations de contrôle.

Art. 3 Appel à des experts

Le Contrôle financier, avec l'accord du Conseil administratif, peut faire appel à des experts, si la tâche à exécuter requiert des connaissances particulières.

Chapitre II Tâches et exercice du contrôle

Art. 4 Nature du contrôle

Le Contrôle financier s'assure notamment, d'une façon permanente et selon des techniques modernes de révision :

- a) de l'exactitude de la comptabilité, de la concordance des écritures avec les pièces justificatives et de l'authenticité de ces dernières;
- b) de la conformité des recettes et des dépenses aux prescriptions du budget, des arrêtés du Conseil municipal et de ceux du Conseil administratif;
- c) de la comptabilisation complète des recettes et des dépenses;
- d) de la régularité du bilan et du compte de résultats généraux;
- e) de la réalité des inventaires;
- f) de l'application correcte des procédures informatiques;
- g) de l'application correcte des procédures édictées par la commission de rationalisation.

Art. 5 Fréquence des contrôles

Les opérations du Contrôle financier ont lieu à l'improviste et en tout temps. Tous les services doivent être contrôlés au moins une fois par an, et les disponibilités vérifiées au moins 2 fois par an.

L'existence des biens mobiliers peut être contrôlée en tout temps, mais doit l'être au moins une fois tous les 5 ans.

En revanche, les fonds de caisses se rapportant exclusivement au règlement des petits débours sont vérifiés lors du contrôle des services.

Art. 6 Alternance dans l'exécution du travail

Le directeur du Contrôle financier organise des programmes de révision, de telle manière que les mêmes contrôleurs ne soient pas affectés de façon continue au contrôle des mêmes services.

Art. 7 Manuel de révision

Le Contrôle financier dispose d'un manuel de révision interne dans lequel sont décrites les techniques et directives générales d'exécution des différents contrôles dont il est chargé.

Art. 8 Délits et irrégularités

Si lors d'un contrôle de comptes, de disponibilités ou d'inventaire, le Contrôle financier constate des anomalies, des erreurs ou des lacunes dans les gestions financières et comptable des services ou des institutions contrôlées, il doit en saisir, dans les plus brefs délais, par rapport séparé, le conseiller administratif délégué duquel relève le service ou l'institution en cause, ainsi que le responsable de ce ou cette dernière.

Les directeurs ou chefs de service ont l'obligation de signaler immédiatement à leur conseiller délégué, et simultanément au Contrôle financier, toutes les irrégularités qu'ils pourraient constater dans leur service, dans le domaine de la gestion financière et comptable.

Chapitre III Etablissement de rapports, procédures en cas de contestation et relations de service

Art. 9 Rapports de contrôle

Le Contrôle financier dresse un rapport de ses constatations, de ses appréciations et, le cas échéant, de ses propositions.

Ces rapports de contrôle doivent mentionner l'étendue et la période du contrôle effectué et contenir une introduction, des observations éventuelles et les conclusions. Ils sont signés par les fonctionnaires qui ont exécuté le travail, et munis du visa du directeur, qui certifie ainsi en avoir pris connaissance et en approuver la teneur.

Les rapports de contrôle sont communiqués :

- au service ou à l'institution concernée;
- au conseiller administratif délégué.

Si ces rapports dénoncent des anomalies, erreurs ou lacunes dans la gestion financière ou comptable, ils doivent être également transmis au Conseil administratif.

Art. 10 Liquidation des différends

En cas de désaccord sur le contenu de rapport, le chef de service ou le responsable de l'institution concernée exprime son point de vue dans un rapport écrit adressé au conseiller administratif délégué dans les délais les plus brefs.

Ce dernier s'efforce de régler le différend; s'il n'y parvient pas, il soumet l'affaire au Conseil administratif qui tranche en dernier ressort.

Art. 11 Application des décisions

Les services et institutions concernés sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires pour remédier le plus rapidement possible aux manquements constatés, ou réaliser les propositions présentées par le Contrôle financier.

Le Contrôle financier veille à ce qu'une suite soit donnée aux observations formulées.

Art. 12 Obligation de renseigner et de collaborer

Le Contrôle financier dispose des plus larges facilités d'investigation pour accomplir sa mission. Tous les livres et les fiches comptables, les pièces justificatives, les documents et les dossiers, doivent être mis à sa disposition par les services contrôlés.

Les services ou institutions soumis à la surveillance du Contrôle financier doivent, en outre, lui prêter leur plein appui lors de l'exécution de ces vérifications.

Art. 13 Contrôle par des experts ou fiduciaires

Le Conseil administratif peut toujours confier des missions, particulièrement de contrôle, à des experts ou à des sociétés fiduciaires.

Le Conseil administratif peut, en outre, dispenser le Contrôle financier d'intervenir dans les services ou institutions qui font déjà l'objet d'opérations de contrôle par des experts ou sociétés fiduciaires, ou du Contrôle financier d'autres collectivités publiques.

Art. 14 Information concernant des défauts d'organisation

Lorsque dans l'exercice de ses fonctions, le Contrôle financier constate des défauts d'organisation ou des lacunes, dans les méthodes de travail administratives, il en informe immédiatement la commission de rationalisation.

Art. 15 Information concernant des projets d'organisation

Les services municipaux sont tenus d'informer le Contrôle financier de leurs projets d'organisation et de rationalisation, notamment dans le domaine du traitement de l'information, susceptibles d'avoir une influence sur le plan de la technique du contrôle.

Chapitre IV Rapport annuel et dispositions finales**Art. 16 Rapport annuel**

Au début de chaque année, le Contrôle financier adresse au Conseil administratif un rapport résumant son activité durant l'exercice écoulé. Ce rapport contiendra notamment les points suivants :

- a) indication des services ou institutions contrôlés, avec mention de l'étendue des travaux effectués, y compris les vérifications des disponibilités et inventaires;

- b) les conclusions générales sur les constatations faites et sur d'éventuelles irrégularités;
- c) les observations auxquelles donnent lieu les rapports d'experts, de sociétés fiduciaires, ou des organes de contrôle d'autres collectivités publiques.

Les problèmes importants cités dans le rapport, qui n'ont pas encore reçu une solution définitive au moment de l'élaboration de ce dernier, font l'objet d'une rubrique particulière.

Ce rapport est communiqué à la commission des finances du Conseil municipal.

Art. 17 Rapport avec la commission des finances

La commission des finances peut, en tout temps, convoquer le directeur du Contrôle financier pour obtenir les renseignements dont elle pourrait avoir besoin dans l'exercice de son mandat.

Art. 18 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 7 octobre 1980.

A la même date est abrogé le règlement du Contrôle financier, approuvé par le Conseil administratif le 27 juin 1978.

Le président. Mesdames et Messieurs, ce projet d'arrêté nécessitera un troisième débat, que je vous propose de faire à la fin de la prochaine séance, c'est-à-dire en fin de soirée, si vous en êtes d'accord. Si nous n'y arrivons pas, nous le ferons au mois de novembre.

M. Didier Bonny, président de la commission des finances (DC). Je souhaite relever l'esprit très positif... (*Brouhaha.*)

Le président. Mesdames et Messieurs, j'aimerais que vous fassiez silence de manière qu'on puisse entendre l'ancien président de la commission des finances. Nous ne sommes pas au bout de nos travaux, je vous prie de regagner vos places.

M. Didier Bonny. Merci, Monsieur le président. Après un débat aussi long, il est un peu normal qu'on ait envie de se lever... Bien, je reprends: l'ambiance qui a prévalu lors des travaux de la commission des finances sur cet objet était absolument excellente. Il y a eu une véritable volonté de la part des commissaires aux finances d'arriver à une solution qui puisse satisfaire les uns et les autres, dans l'intérêt de notre commune. Je tiens à remercier le rapporteur pour l'excellent travail qu'il a fait sur un sujet difficile, à remercier également les auteurs de ce projet d'arrêté, puisqu'ils ont permis à la commission des finances d'avoir un débat fort intéressant, et à remercier enfin le groupe socialiste pour ses positions très constructives, qui ont grandement contribué à ce que le projet d'arrêté soit finalement voté par la majorité de la commission.

M. Pierre Maudet, rapporteur (R). D'emblée et brièvement, je voudrais émettre quelques cautions, avant de prendre la parole, tout à l'heure, pour exprimer la position radicale. Je m'associe pleinement aux propos du président de la commission des finances. Il est vrai que les discussions sur cet objet se sont passées dans un cadre serein, un cadre dépassionné même, malgré un débat qui a été passionnant, puisqu'il touche à la substance de l'action de notre délibératif, à la conception même de notre action politique: jusqu'à quel point pouvons-nous exercer nos fonctions de contrôle, avec quels moyens, dans quelle mesure?

Ces quelques cautions auxquelles je faisais référence il y a un instant sont les suivantes. Monsieur le président, si vous avez lu le rapport de manière exhaustive – ce dont je ne doute pas un seul instant – vous aurez vu qu'en fin de rapport figure un projet d'arrêté assez sommaire, suivi d'une liste de principes de fonctionnement de la commission de contrôle de gestion. C'est cette liste, donc l'annexe 1, qui a fait l'objet des débats, puisque c'est elle qui revient sur les

points fondamentaux, sur les conditions dans lesquelles cette commission va exercer le contrôle de gestion. Pourquoi avons-nous procédé ainsi, sous cette forme un peu cavalière? Vous aurez vu que nous avons eu beaucoup de débats sur la manière dont nous devons présenter nos résultats finaux. Nous avons notamment été mis en garde par le magistrat cantonal chargé de la surveillance des communes et par la directrice du Service de surveillance des communes quant à la forme finale que prendrait notre projet d'arrêté. Pour parer aux éventuels désagréments causés par un refus d'entrer en matière du Conseil d'Etat, nous avons donc préféré rédiger un projet d'arrêté assez simple avec, en annexe, des principes directeurs, que nous allons également voter ce soir, puisqu'ils font partie en quelque sorte du projet d'arrêté et qu'ils représentent la substance de notre travail.

Je tenais à souligner que cette annexe, en pages 35 et 36 du rapport, est bien l'objet du débat ce soir, plus que la simple création de cette commission de contrôle de gestion. Cette cautèle étant mise, je reprendrai la parole ultérieurement pour expliquer la position du groupe radical.

Premier débat

M. Pierre Losio (Ve). Effectivement, ce fut un débat passionnant, intéressant et serein au sein de la commission des finances, et je me réjouis, avec mon camarade Vert absent ce soir, d'avoir pu y participer. Cette commission, à notre avis, est indispensable aujourd'hui. La Ville de Genève a acquis une masse financière qui frôle le milliard et il n'est pas indifférent qu'un contrôle de gestion puisse s'exercer dans ces conditions. De plus, la Ville a un nombre de fonctionnaires effectivement très important et elle développe des activités dans des secteurs multiples et divers. Ces trois raisons sont suffisantes et nécessaires pour qu'un contrôle de gestion se mette en place.

Cette commission de contrôle de gestion, nous la souhaitons, parce que c'est un instrument au service du Conseil municipal, qui dépendra strictement de ce dernier et qui tirera sa force ou sa pertinence de ce que le Conseil municipal lui-même en fera. Cette commission ne ressemble pas au Contrôle financier, qui dépend administrativement du Conseil administratif, même si on nous explique qu'il est indépendant. D'ailleurs, on a bien vu ce qu'il est advenu de la directrice du Contrôle financier quand elle a pris des positions, ou affiché des options qui ne convenaient pas au Conseil administratif: elle a été poussée dans les escaliers!

Avec cette commission, nous allons mettre sur pied un organe tout à fait indépendant. M. le rapporteur l'a rappelé tout à l'heure, il y a peut-être quelques imperfections du point de vue de la rédaction finale. Cela dit, en votant cet instrument, nous votons un instrument de haute surveillance utile à la Ville de Genève.

Quelles que soient les éventuelles imperfections juridiques, le groupe des Verts manifestera, par son vote ce soir, sa volonté de mettre sur pied cette commission de contrôle de gestion. Pour des raisons de commodités, la commission des finances, et elle a eu raison, n'a pas souhaité intégrer dans le projet d'arrêté les modalités de fonctionnement de la commission; elle les a indiquées dans un document séparé. Ces principes régissant le fonctionnement de la commission, quand on les lit, ressemblent de très près à ceux qui régissent la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil.

Au premier abord, les commissaires se sont posé de nombreuses questions. Je dois dire que l'audition d'une ancienne présidente de la commission cantonale de contrôle de gestion a suffi à lever les éventuels doutes qui pouvaient subsister, tant elle a insisté sur l'aspect positif et consensuel du travail qui était effectué, sur le partage du travail entre les deux camps qui siègent dans la commission, lors des opérations concrètes de haute surveillance que celle-ci entreprend.

Nous souhaitons donc voir aboutir rapidement cette commission municipale et nous invitons tous nos collègues du Conseil municipal, non seulement à voter la création de cette commission ce soir, mais à s'y investir et à la nourrir de compétences, de façon qu'elle soit véritablement un instrument au service du Conseil municipal.

Le président. Pour la bonne forme, je mettrai donc aussi aux voix l'annexe figurant aux pages 35 et 36 du rapport.

M. Jean-Marie Hainaut (L). C'est avec un certain plaisir qu'aujourd'hui nous voyons, à l'ordre du jour de cette séance, le rapport sur le projet d'arrêté PA-37, rapport dont les conclusions nous satisfont d'autant plus qu'elles ont effectivement fait l'objet d'une acceptation très large. Nous nous réjouissons que notre proposition ait obtenu l'adhésion d'une large majorité de la commission. Nous sommes d'autant plus contents d'être parvenus à ce résultat que certaines des auditions – elles ont été relativement nombreuses et souvent complexes – n'étaient pas pour nous faciliter la tâche, ou en tout cas n'étaient pas pour nous rassurer quant à la facilité de la tâche. En effet, le magistrat cantonal auditionné nous a un peu surpris par la frilosité avec laquelle il appréhendait cette proposition. Si nous avons dû nous baser uniquement sur les propos qu'il a tenus lors de son audition, nous aurions largement eu de quoi nous décourager pour la poursuite de nos travaux. Heureusement, tel n'a pas été le cas et nous nous retrouvons donc, ce soir, devant cette proposition de création d'une commission de contrôle de gestion.

M. Losio l'a dit, celle-ci est utile, indispensable. En effet, nous nous rendons compte qu'aujourd'hui les instruments qui sont à sa disposition ne permettent pas au Conseil municipal, pour toute une série de raisons objectives liées à la complexité de l'administration ou à la limitation de nos moyens actuels, d'exercer le contrôle souhaité, voire d'obtenir les informations souhaitées. Pour notre part, nous sommes convaincus que cet outil que sera la commission de contrôle de gestion contribuera largement à éclairer les débats du Conseil municipal.

Cette commission est porteuse de grands espoirs, mais elle est aussi porteuse de grandes craintes, car il faut bien se rendre compte qu'elle sera ce que ses membres en feront. La qualité des travaux et des résultats de la commission dépendra essentiellement de la question de savoir si, oui ou non, cette attitude positive et constructive que l'on a vue lors des travaux de la commission des finances pourra se retrouver dans ceux de la commission de contrôle de gestion. En effet, nous sommes dans un Conseil où des forces s'exercent, où il y a une majorité et une minorité. Nous avons vu que, sur un sujet important comme celui-ci, les clivages pouvaient être dépassés. Mais il est évident que, si dans le cadre des travaux de la commission de contrôle de gestion, l'un ou l'autre des deux bords, celui qui sera majoritaire au moment où la question se posera, entend utiliser la commission de façon politicienne, il aura probablement les moyens de le faire. Et, ce faisant, il cèlera définitivement son sort, puisque, une fois l'erreur commise, il est probable que la commission disparaîtra.

Nous espérons que l'accueil qui sera fait à ce nouvel instrument, tant au niveau de la surveillance des communes qu'au niveau du Conseil d'Etat, sera favorable. En ce qui nous concerne, nous avons plutôt l'impression, car nous sommes positifs et optimistes de nature, que les commissaires aux finances qui ont présidé à son élaboration et à sa naissance ont su insuffler à ce projet suffisamment de rationalité pour que, lors de ses travaux futurs, la commission puisse conserver cette rationalité et éviter les dérapages qui pourraient être craints. Pour toutes ces raisons, Mesdames et Messieurs, je vous invite à voter très largement les conclusions de la commission.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Je ne m'exprimerai pas sur le fond, je laisserai ma collègue Sandrine Salerno le faire tout à l'heure pour le groupe socialiste. J'ai assisté aux débats de la commission des finances sur ce projet concernant le contrôle de gestion. Il est vrai que ces débats ont été très intéressants et que les travaux ont été longs. Cela dit, quand j'ai lu le rapport, quel n'a pas été mon étonnement de voir qu'il n'y a plus que des hommes à la commission des finances, Monsieur le président! Je pense qu'il faudrait réagir, de manière claire...

Le président. Que s'est-il passé, Madame Keller Lopez?

M^{me} Virginie Keller Lopez. Eh bien, dans le rapport de M. Maudet, «une» commissaire s'exprime deux fois; tout le reste du temps, c'est «un» commissaire qui parle! Je m'en suis étonnée, d'autant qu'en page 27 on parle du commissaire qui a rédigé le document qui a finalement permis à la commission d'avancer. Eh bien, non, Monsieur le président, en l'occurrence, ce n'était pas «un» commissaire, mais «une» commissaire, socialiste de surcroît!

Le président. Laquelle, Madame Keller Lopez, laquelle?

M^{me} Virginie Keller Lopez. Ah, je ne le dirai pas, vous lirez les notes de séance! Le groupe socialiste trouve ce rapport désolant. Nous demandons donc aujourd'hui à M. Maudet de bien vouloir le corriger, c'est-à-dire de rendre leurs interventions aux commissaires féminines – et elles sont nombreuses à la commission des finances – en écrivant «une» commissaire, quand c'est une commissaire qui s'exprime.

Enfin, le groupe socialiste annonce le dépôt d'une motion sur cette question, de manière qu'il n'y ait plus de rapports qui fassent aussi peu cas de la féminisation du langage, chose que nous pensions aujourd'hui évidente!

Le président. Madame Keller Lopez, si je vous comprends bien, vous demandez la suspension du débat, dans l'attente de la réécriture d'un rapport qui respecte le langage épïcène en ce qui concerne les références aux commissaires. Je fais donc voter le report du débat.

Mis aux voix, le report du débat est accepté par 30 oui contre 22 non (5 abstentions).

(Applaudissements à l'annonce du résultat.)

Le président. Ce rapport PA-37 A est donc retiré de l'ordre du jour, et M. Maudet est prié de le réécrire en respectant la rédaction épïcène. Mesdames et Messieurs, à 20 h 30, nous entamerons le troisième débat sur le rapport PR-327 A. Je vous remercie et vous souhaite un bon appétit.

6. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

7. Interpellations.

Néant.

8. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 19 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	1894
2. Communications du bureau du Conseil municipal	1894
3. Questions orales	1894
4. Résolution de M ^{mes} Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Jacques Mino et Roberto Broggin: «Transfert de charges du Canton sur les communes: soutien au Conseil administratif» (R-74)	1896
– Motion de M. Pierre Maudet: «Transfert de charges du Canton sur les communes: discussion tripartite préalable» (M-498)	1896
5. Rapport de la commission des finances chargée d'examiner le projet d'arrêté de MM. Jean-Marie Hainaut, André Kaplun et Jean-Pierre Oberholzer, renvoyé en commission le 12 avril 2003, intitulé: «Contrôle de gestion» (PA-37 A)	1927
6. Propositions des conseillers municipaux	1973
7. Interpellations	1973
8. Questions écrites	1973

La mémorialiste:
Marguerite Conus